

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2305 - 5 octobre 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Contre le chômage

**Interdiction
des licenciements
et répartition du
travail entre tous**



**Manifestons
le 9 octobre !**

Leur société

- p.4 ■ La présentation du budget
- Où est la justice fiscale ?
- Redevance télévision
- Seillière la main dans le sac
- p.5 ■ Budget de la Sécurité sociale
- Taxes sur la bière et le tabac
- Les retraités mis à contribution
- p.6 ■ Le traité européen
- Manifestation du 30 septembre
- Sport, fric et paris truqués
- p.7 ■ Contre la hausse du chômage, imposer l'interdiction des licenciements
- CDD et intérim, licenciements anonymes
- Logements HLM : le gouvernement tourne le dos aux besoins
- p.11 ■ Des Roms chassés à Marseille
- Calais : Valls poursuit la chasse aux migrants
- Un an après l'incendie à Pantin
- Des enfants détenus en centre de rétention
- p.16 ■ Un cabinet ministériel très patronal

Dans le monde

- p.8-9 ■ Portugal : la riposte populaire continue
- Espagne : une politique dictée par le patronat et les banquiers
- Eurovegas
- Géorgie : les élections du 1er octobre
- ONU : Netanyahu défend la guerre contre l'Iran et enterre les droits des Palestiniens
- p.16 ■ Révolte chez un sous-traitant d'Apple
- Le majordome du Vatican lève le voile

Il y a 70 ans

- p.10 ■ 1939 - 1942 : le camp des Milles

Dans les entreprises

- p.12 ■ La dispersion des initiatives d'action
- Ascométal-Le Cheylas
- Sodimédical - Plancy-l'Abbaye
- Ile de La Réunion : grève des dockers
- p.13 ■ ArcelorMittal - Florange
- Montebourg à Florange
- p.14 ■ Les patrons de l'automobile à l'attaque
- Rassemblement à Aulnay-sous-Bois
- PSA - Rennes
- p.15 ■ Brittany Ferries
- Hospices civils de Lyon
- Peugeot-Sochaux

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

RENNES

Samedi 6 octobre

de 15 h à 24 h

centre social

Carrefour 18

7, rue d'Espagne

(métro : Henri-Fréville)

BESANÇON

Samedi 6 octobre

à partir de 16 h

salle de la Malcombe, rue

de la Grette

BORDEAUX

Samedi 6 octobre

de 11 h 30 à 19 h

salle Son-Tay quartier

Belcier

LILLE

Samedi 6 octobre

de 15 h à minuit

espace Concorde,

quartier Cousinerie,

rue Carpeaux à

Villeneuve-d'Ascq

Nathalie Arthaud

prendra la parole



GRENOBLE

Samedi 20 octobre

à partir de 15 h

L'Heure bleue,

à Saint-Martin-d'Hères

LE MANS

Samedi 20 octobre

à partir de 17 h

salle Pierre-Guédou

rue du Pont

ORLÉANS

Samedi 20 octobre

de 14 h 30 à minuit

salle Eiffel, 15, rue de la

Tour-Neuve

ANGOULÊME

Dimanche 21 octobre

de 12 h à 19 h

au Logis de Chantoiseau,

place de Chantoiseau

Saint-Michel

REIMS

Samedi 27 octobre

à partir de 15 h

salle Rossini, devant

le centre commercial

Courlancy

Nathalie Arthaud

prendra la parole

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante :

**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotopresse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Pour l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans perte de salaire

Manifestons le 9 octobre

À défaut de prendre les mesures indispensables pour sauver les conditions d'existence des travailleurs, le gouvernement a l'art de manier les demi-vérités et les francs mensonges. Lorsque Ayrault a présenté son plan d'austérité budgétaire, il a affirmé que « *neuf Français sur dix ne sont pas concernés par les nouvelles mesures concernant l'impôt sur le revenu* ». Mais, comme il a repris à son compte bien des mesures du gouvernement Sarkozy-Fillon, tel que le gel du barème de l'impôt sur le revenu, les trois quarts des contribuables paieront plus.

Arrangement avec la réalité, quand il a omis d'annoncer que, pour boucler le budget de la Sécurité sociale, la redevance télé sera augmentée de 4 euros et qu'il y aura une nouvelle taxe de 0,15 % pour tous les retraités imposables. Alors oui, les impôts augmenteront, et pas seulement pour les riches. L'augmentation du prix du tabac, des bières, qui rapportera trois à quatre fois plus que la fameuse taxe de 75 % sur la tranche de revenu qui dépasse le million d'euros, est là pour nous le rappeler.

Quant aux restrictions qui seront faites sur les hôpitaux, les crèches, l'école, sur les transports, les prestations sociales, elles affecteront en premier lieu les familles populaires, sans parler des travailleurs de la fonction publique, qui verront encore leur salaire bloqué. Alors, quand Hollande parle de « budget de combat », il faut le croire. Mais ce combat, il le mène contre les travailleurs, pour leur imposer de nouveaux sacrifices.

Le gouvernement a beau avoir l'étiquette socialiste, il n'est pas un ami des travailleurs, mais un adversaire. Un adversaire aussi parce qu'il laisse les mains libres au patronat.

Le PDG d'ArcelorMittal vient de confirmer qu'il fermera bien les deux hauts fourneaux de Florange.

Le gouvernement, avec Montebourg en première ligne, s'agite pour faire croire à un repreneur mais, de l'avis même des travailleurs de Florange, c'est illusoire. Sarkozy a trahi les promesses faites aux sidérurgistes de Gandrange, aujourd'hui Hollande trahit les siennes vis-à-vis de ceux de Florange. Sous la gauche comme sous la droite, le grand patronat fait ce qu'il veut, quand il veut, comme il veut. Montebourg a rejeté même l'idée d'une nationali-

sation d'ArcelorMittal !

Les grands groupes comme ArcelorMittal, Peugeot-Citroën, Sanofi, qui suppriment des emplois pour préserver leurs profits, sont responsables du chômage et de la désolation de régions entières. Pour sauver la société de ces irresponsables, il faudra les exproprier, les réquisitionner sans indemnité ni rachat !

Mettre un garrot pour stopper l'hémorragie de licenciements et de fermetures d'usines est une mesure vitale, urgente. Interdire les licenciements et forcer le patronat à répartir le travail entre tous sans diminution de salaire est la seule politique à même de stopper la catastrophe sociale. Cette politique ne viendra pas du gouvernement. Il faudra l'imposer par en bas, par une mobilisation puissante, explosive, de l'ensemble des travailleurs.

Le 9 octobre la confédération CGT organise une manifestation pour la défense de l'industrie et de l'emploi. C'est un mot d'ordre on ne peut plus ambigu : les patrons eux-mêmes pourraient le reprendre. C'est au nom de la politique industrielle que tous les gouvernements arrosent de millions les grands groupes capitalistes, pour les aider, les inciter à investir. Mais l'argent reçu de l'État n'est pas investi, il part dans la spéculation.

Alors, les travailleurs ont autre chose à faire que de quémander au gouvernement une bonne politique industrielle. Il faut mettre en avant, clairement, les objectifs à même de nous protéger contre les licenciements et la dégradation de notre pouvoir d'achat.

Soyons nombreux à manifester le 9 octobre, pour l'interdiction des licenciements, la répartition du travail entre tous, la garantie du salaire contre l'inflation, la défense et le développement des services publics.

Même si cette manifestation est un succès, elle ne changera pas le rapport de force entre les travailleurs et le patronat. Pour le changer, il faudra que l'ensemble des travailleurs soient mobilisés, qu'ils fassent preuve d'une combativité et d'une détermination telles que la peur passe dans le camp de la bourgeoisie. Mais le 9 octobre doit être une étape, un premier pas qui redonne confiance à la fraction des travailleurs décidée à ne pas se laisser faire, y compris sous un gouvernement socialiste.

**Meeting
Lutte Ouvrière
avec Nathalie Arthaud
Vendredi 5 octobre
à 20h30**

Espace Paris-Est
128, rue de Paris – Montreuil
Métro : Robespierre

Entrée libre



• La présentation du budget

Une austérité qui ne dit pas son nom

« Effort historique », « budget de combat », tels sont les mots employés par le gouvernement lors de la présentation du budget 2013, vendredi 29 septembre. Même si le mot « austérité » n'a pas été prononcé, c'est en réalité ce qui attend la population en France, comme le vivent déjà bien des travailleurs d'autres pays.

Le gouvernement veut réaliser 30 milliards d'économies, qui se répartiront entre 20 milliards de recettes supplémentaires (10 venant des entreprises et 10 des ménages) et 10 milliards d'économies faites sur les dépenses publiques.

Du côté des recettes, le gouvernement a dit et répété que seuls les 10 % des ménages les plus riches seraient mis à contribution. Or il prévoit toute une liste de prélèvements supplémentaires qui s'attaquent au budget de la majorité de la population, bien au-delà des 10 % les plus riches. Taxes sur le

tabac, la bière, les pensions de retraites; non-indexation sur l'inflation de l'impôt sur le revenu (même avec la promesse d'une décote pour les deux tranches les plus basses); baisse du plafond du quotient familial, augmentation de la redevance télé, etc. : ce sont les classes populaires qui assureront le gros de « l'effort historique » qui contraindra les ménages modestes à se serrer la ceinture d'un cran

supplémentaire.

Les plus riches, eux, ne sont pas près de voir l'huissier frapper à leur porte à la fin du mois. Même si le gouvernement prévoit de rogner un peu les avantages liés aux niches fiscales, de maintenir à 1,3 million d'euros de patrimoine le seuil à partir duquel l'ISF est exigible et de taxer à 75 % la part des revenus supérieure à un million d'euros par an (à 63 % en fait, puisque les

prélèvements sociaux sont pris en compte), ils ne participent que bien peu à cet effort.

Quant aux dix milliards d'économies, ils ne proviennent pas de la baisse du salaire des ministres ni de la revente de quelques voitures de fonction luxueuses : cela, c'est pour l'esbroufe. Ils proviennent du blocage des salaires des fonctionnaires, de la poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur

deux partant à la retraite, de la baisse des emplois prévue dans les agences d'État telles que Pôle emploi, des restrictions budgétaires imposées à presque tous les ministères et qui vont se traduire par une dégradation accrue des services publics dont pâtira l'ensemble de la population laborieuse

Alors oui, il s'agit bien d'un budget d'austérité.

Marianne LAMIRAL

Où est la « justice fiscale » ?

« L'effort fiscal est réel », mais « il est juste », a déclaré Jean-Marc Ayraut le 27 septembre en annonçant le budget de son gouvernement. Alors que sa politique d'austérité ne fait que reprendre en les aggravant les mesures de son prédécesseur, le gouvernement socialiste prétend s'en distinguer en faisant de la lutte contre l'injustice fiscale son slogan de bataille.

Cette lutte existe surtout dans les discours, car dans la réalité les classes populaires seront mises à contribution pour parvenir aux milliards de recettes supplémentaires que l'État entend engranger l'année prochaine. Surtout, à supposer que l'État prélève globalement davantage d'impôts chez les ménages riches ou considérés comme tels, ce n'est pas cela qui améliorera la situation de celles et ceux qui sont confrontés aux bas salaires, à la précarité, au

chômage, ou à tout cela combiné dans la même famille. Ce qui reste pour vivre une fois payés le loyer et les charges, les factures de gaz et d'électricité, la nourriture et autres dépenses indispensables, ne sera pas augmenté du fait que le gouvernement aura « fait payer les riches », comme il dit, « de façon exceptionnelle » l'année prochaine.

Le budget de l'État récupérera peut-être de cette façon un peu d'argent supplémentaire, mais il ne servira pas

davantage qu'aujourd'hui aux besoins de la majeure partie de la population, puisque au contraire le gouvernement prévoit de nouvelles restrictions dans les services publics et demande aux collectivités locales de se mettre au diapason. Cet argent récupéré au nom de la justice fiscale ira en priorité aux capitalistes et aux banquiers, par le biais de subventions et par le service de la dette, qui est désormais le premier budget de l'État.

Jean SANDAY

• Redevance télévision

Une hausse de plus

La redevance télévision, que l'on paie en même temps que la taxe d'habitation, passera l'an prochain de 125 à 129 euros. Sur ces quatre euros de hausse annoncés par le gouvernement, deux correspondent à l'inflation, explique le gouvernement. Les deux autres sont une augmentation pure et simple.

Cela permettra dit-on de donner « une bouffée d'oxygène » au groupe public France télévisions et à la création télévisuelle, à supposer que l'augmentation aille bien à la télévision publique. C'est un impôt de plus qui vient s'ajouter aux autres. Et il pourrait augmenter davantage encore si la taxe était étendue aux résidences secondaires – ce à quoi paraît-il le gouvernement ne s'opposerait pas – ou pourquoi pas aux ordinateurs et tablettes, eux aussi susceptibles de capter la télévision.

France télévisions se plaint que la suppression de la publicité après 20 heures lui fasse

perdre des dizaines de millions d'euros et souhaite qu'en compensation la redevance augmente. L'utilisateur, lui, paie de plus en plus cher et constate que les annonceurs sont toujours là après 20 heures, même si c'est de façon moins ouverte.

Vincent GELAS



• Fraudes patronales

Seillière la main dans le sac

Après Liliane Bettencourt qui, suite à ses démêlés avec sa fille, s'était fait épingleur il y a deux ans par le fisc pour un montant de cent millions d'euros non déclarés, c'est maintenant au tour d'Ernest-Antoine Seillière, ancien dirigeant du Medef, à la tête du capital de la très riche famille de Wendel, de voir ses querelles familiales finir devant l'administration fiscale.

C'est en effet la plainte déposée par une de ses cousines, Sophie Boegner, mécontente de s'être fait léser d'une partie de sa fortune suite à un tripatouillage boursier, qui a déclenché les investigations du fisc. Ce dernier s'est aperçu qu'à l'occasion de cette opération boursière les principaux dirigeants du groupe Wendel,

dont Seillière, avaient touché un intéressement d'un montant de 340 millions d'euros. Seillière aurait touché, à lui seul, 65 millions d'euros. Estimant qu'à cette occasion ces dirigeants s'étaient volontairement soustraits à l'impôt sur le revenu en ne déclarant pas leurs gains comme des salaires, le fisc leur demande

de rembourser 240 millions d'euros, dont 40 millions pour Seillière.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Pour échapper au fisc dans une autre opération, ces grands patrons ont fait pression sur leurs cadres pour les empêcher de vendre des actions qu'ils savaient devoir baisser, alors qu'eux-mêmes vendaient au prix fort ; et cela s'appelle un délit d'initié. Les cadres, spéculateurs lésés, se retournent contre leurs dirigeants, estimant leurs pertes à 18 millions d'euros. Qu'on se rassure, Seillière ne va pas être mis sur la paille ! Il y a

toujours moyen de transiger avec le fisc, quand on est une des plus grandes fortunes de France. Il n'est donc pas dit qu'il débourse. Quel sera le montant de la transaction au final ? Cela restera un secret entre le fisc et Seillière. Car, dans ce domaine comme dans tout ce qui concerne le capitalisme, les affaires des capitalistes, le secret commercial prévaut.

Heureusement qu'il y a ces petits règlements de comptes entre amis ou en famille pour dévoiler les magouilles de ces gens-là.

Aline URBAIN

• Budget de la Sécurité sociale

Sous le « changement », la continuité

Le gouvernement a présenté son projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) et, avec lui, son lot de mesures pour tenter de boucher son sempiternel déficit. Depuis des années on entend les mêmes litanies.

Le PLFSS prévoit que le déficit des comptes de la Sécurité sociale devrait s'élever à 11,4 milliards d'euros pour l'année 2013 (contre 13,3 milliards pour 2012), la branche maladie restant le plus dans le rouge avec 5,1 milliards d'euros de déficit (contre 5,5 milliards en 2012). Et, pour colmater le trou, le gouvernement prévoit, comme tous ses prédécesseurs, un arsenal de taxes pour augmenter les rentrées et une « maîtrise des dépenses de santé » pour diminuer les sorties.

Côté recettes, cinq milliards d'euros supplémentaires sont attendus sous forme de prélèvements obligatoires. Entre autres une taxe sera prélevée sur les buveurs de bière pour 480 millions d'euros et

une autre sur les fumeurs pour 250 millions de recettes en année pleine. De même une taxe sur les revenus des retraités imposables, qui devrait rapporter 350 millions d'euros en 2013, puis 700 millions en 2014, pour le financement de la dépendance des personnes âgées. Peut-être est-ce cela qui fait dire à la ministre des Affaires sociales et de la Santé, Marisol Touraine, que les recettes proposées dans le PLFSS 2013 sont fondées sur un « principe de justice » ?

Côté dépenses, le gouvernement a pour objectif de

réaliser 2,4 milliards d'économies mais, se félicite-t-il, sans nouveau déremboursement de médicaments. Mais, selon la ministre qui le dit dans une interview, il va falloir « trouver 657 milliards d'euros à l'hôpital ». On se demande vraiment où elle les trouvera, tant les budgets sont déjà insuffisants, les soignants sous pression et l'hôpital gravement malade de la rentabilité imposée.

La médecine de ville aussi devra faire des économies : 600 millions d'euros, dont la « maîtrise » des prescriptions de médicaments et d'arrêts de travail par les médecins. Quant aux laboratoires de l'industrie pharmaceutique, ils hurlent déjà que le gouvernement va les mettre à genoux, au prétexte

que le PLFSS envisage de réaliser sur l'ensemble des médicaments et des dispositifs médicaux une économie de 800 millions. Une broutille comparée à leurs bénéfices.

Cette année, comme les précédentes, les mêmes rodomontades président à l'établissement du budget de la Sécurité sociale, se traduisant à chaque fois par une diminution de l'accès aux soins des plus pauvres, et donc une détérioration de leur santé. Assurer l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, ce serait d'abord augmenter les rentrées par le plein emploi et le règlement par les patrons des cotisations sociales qu'ils doivent.

Sophie GARGAN

• Taxes sur la bière et le tabac

Faire payer les pauvres pour ne pas taxer les riches

L'augmentation des taxes sur la bière et sur le tabac, annoncée par le gouvernement à partir de 2013, devrait rapporter au total un peu plus de 600 millions d'euros. Des millions qui grèveront le budget d'une partie importante de la population, en particulier la plus modeste.

La taxation à 75 % de la partie des revenus supérieure à un million d'euros – 75 % qui sont devenus en fait 63 ou 64 % après prise en compte d'autres taxes déjà prélevées – devrait rapporter 210 millions d'euros, autrement dit trois fois moins. En outre, cette taxe censée faire payer les riches serait temporaire, a précisé le gouvernement : elle ne devrait s'appliquer qu'en 2013 et 2014. Rien de tel en revanche en ce qui concerne les augmentations de taxes sur la consommation de bière et de tabac, qui sont prévues pour durer et n'ont rien de symbolique. Deux poids, deux mesures.

Surtout, il faut savoir qu'en juillet dernier un député socialiste, Jean-Marie Le Guen, avait déposé un amendement à la loi de finances rectificative pour 2012, proposant d'instaurer une taxe sur les profits des trusts du tabac car, expliquait-il, « ces derniers ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaires de plus de 26 % en quatre ans pour une production relativement stable ». Hollande, durant sa campagne, n'avait-il pas affirmé que « les industries qui produisent et distribuent un produit ayant un impact reconnu en termes de santé publique doivent pouvoir être mis à contribution » ? La taxe proposée aurait rapporté environ 200 millions d'euros.

Sous la pression du gouvernement, le député a retiré son amendement, jugé « prématuré » par le président du groupe socialiste à l'Assemblée. Pour le gouvernement, ce ne seront donc pas les trusts riches du tabac qui devront payer ces millions à la Sécurité sociale, mais les fumeurs. C'est plus qu'injuste, c'est inique.

Jean-Jacques LAMY

• Les retraités mis à contribution

Le gouvernement s'en prend à toutes les tirelires

Il fallait s'y attendre, après la campagne menée dans les médias à propos des retraités prétendument mieux nantis que nombre de salariés : le gouvernement va leur faire les poches – du moins à ceux qui sont imposables, ce qui représente tout de même 9,5 millions de personnes sur un total de 16 millions.

Le budget 2013 prévoit d'instaurer une taxe sur leurs pensions : de 0,15 % dès l'an prochain, elle sera ensuite doublée. Cette taxe,

pompeusement appelée Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA), se présente comme le pendant pour les retraités de la Journée de solidarité instaurée par Raffarin pour les salariés après la canicule de 2003, et elle ira alimenter la Caisse de solidarité pour l'autonomie. Autrement dit, pour financer les aides à certains retraités, on fera payer d'autres retraités. Le Premier ministre socialiste Jean-Marc Ayrault élargit ainsi la ponction sur les

revenus du monde du travail faite par son homologue de droite, et cela au nom de « l'équité » et de la « solidarité intergénérationnelle » !

Quelques jours seulement avant la présentation du budget, le ministre de l'Économie Pierre Moscovici, qui devait quand même être au courant de ce qu'il y avait dans ce texte, promettait que « les retraités ne seraient pas davantage taxés ». Il répondait par-là à la Cour des comptes qui suggérait de supprimer



l'abattement de 10 % pour le calcul du revenu imposable et le taux réduit de la CSG dont les retraités bénéficient. Même son de cloche de la part de Jean-Marc Ayrault. Mais l'hypocrisie pointait cependant le bout de son oreille en laissant entendre que « les retraites les plus importantes » pourraient contribuer au « financement de la dépendance ». La grande majorité des retraités qui paieront cette taxe vont donc avoir la surprise d'apprendre qu'ils touchent une retraite « importante », même si celle-ci avoisine le smic.

« Les retraités ne sont pas intouchables », avait déclaré Marisol Touraine, la ministre des Affaires sociales. Les membres du gouvernement, tout socialistes qu'ils se prétendent, ne le seront pas non plus le jour où les travailleurs, qu'ils soient en activité, au chômage ou à la retraite, ne seront plus prêts à se laisser tondre sans réagir.

M. L.

Copé n'est pas tout blanc

Dans son livre intitulé *Manifeste pour une droite décomplexée*, Jean-François Copé parle de racisme « anti-Blanc », évoquant une mère de famille de Meaux « traitée de Gauloise » par ses voisins. Ce n'est évidemment pas innocent de la part de Copé. Mais à ce qu'on sache, aucun « Blanc », pour autant que ce

terme corresponde à ce que Copé voudrait dire, puisque les Maghrébins le sont aussi, ne s'est vu refuser à ce motif un emploi ou un logement ! Aucun « Blanc » ne se fait contrôler deux à trois fois par la police par jour ! Aucun n'a connu les vexations quotidiennes que connaissent des travailleurs dont le faciès n'est

pas conforme aux critères de la police.

Dans sa campagne pour la présidence de l'UMP et dans les pas de son mentor Nicolas Sarkozy, Copé flirte avec les idées de l'extrême droite et agite la démagogie la plus crasseuse.

A. U.

• Le traité européen

Un manifeste pour l'austérité

Mardi 2 octobre, la discussion parlementaire sur la ratification du nouveau traité européen et sa traduction dans la loi française devait s'ouvrir par un discours du Premier ministre.

Ce traité est, à la virgule près, celui concocté par Sarkozy et Merkel au début de l'année. Il explique que les États européens doivent avoir des finances saines, ne pas dépenser plus que ce qu'ils engrangent en impôts et rembourser leurs dettes. Il donne même des règles chiffrées de bonne gestion : un État ne devrait pas avoir plus de 0,5 % de déficit public et ne pas être endetté au-delà de 60 % de la richesse que le pays produit en un an.

Mais ce prétendu bon sens laisse évidemment les vraies questions de côté : qui emprunte, pour quoi faire, et surtout qui rembourse ?

L'explosion des dettes publiques depuis 2008, sans remonter plus loin, est le résultat des cadeaux faits par tous les États à leurs capitalistes. En France, par exemple, il s'agit de cinq cents milliards d'euros, au bas mot, consistant en aides au profit des banques, de l'automobile, du BTP, etc. Ces cinq cents milliards, l'État les a empruntés « sur les marchés », c'est-à-dire auprès des banques privées. C'est pour rembourser ces dettes que

l'État a diminué le nombre de fonctionnaires, réduit les budgets sociaux, imposé plus lourdement les familles populaires, rogné sur tellement de « petites choses » que la vie en devient parfois impossible. C'est ce que faisait Sarkozy, c'est ce qu'annonce Hollande dans son projet de budget, c'est ce que le traité propose d'entériner et de mieux coordonner à l'échelle européenne.

Le nouveau traité demande même aux États d'accepter par avance des sanctions financières s'ils ne parviennent pas à respecter cette « bonne gestion », c'est-à-dire s'ils ne pressurent pas assez les travailleurs. Une clause stipule que tout cela sera valable sauf « circonstance exceptionnelle », hors du pouvoir des gouvernements, mais reconnue par la Commission de Bruxelles, c'est-à-dire par les États et les trusts les plus puissants. Aucune circonstance exceptionnelle n'est venue empêcher l'étranglement des travailleurs grecs et espagnols. Une circonstance exceptionnelle a fait, en revanche, débloquer des centaines de

milliards d'euros pour sauver les profits des banques.

Ce traité n'est donc que la codification des politiques d'austérité poursuivies dans tous les pays depuis des années, approfondies depuis la crise financière de 2008 et encore accélérées avec la récession économique qui s'annonce. S'il était proposé au vote, les travailleurs ne pourraient évidemment que le refuser.

C'est bien pourquoi le candidat Hollande avait affirmé qu'il ne pouvait pas « en l'état être ratifié par la France » et qu'il se faisait fort de le renégocier une fois élu. Lui, une fois président, s'est contenté d'un additif exprimant des vœux pieux en faveur de la croissance et demande maintenant au Parlement d'approuver ce texte. Ce traité, qui sera voté par l'écrasante majorité des députés et sénateurs, PS et droite confondus, n'est ainsi que le dernier en date des multiples emballages de la pilule austérité.

C'est celle-là qu'il faut que les travailleurs rejettent, par les seuls moyens réels dont ils disposent, ceux de la lutte de classe.

Paul GALOIS

Sport, fric et paris truqués

À la suite de l'enquête ouverte pour « corruption sportive, escroquerie et recel » au sujet du match de handball Montpellier-Cesson Sévigné, dix-sept personnes, dont neuf joueurs, ont été interpellées et placées en garde à vue, à l'issue de laquelle un juge d'instruction en a mis treize en examen.

Le 12 mai 2012 la Française des jeux avait été alertée par le montant des paris sur le match Montpellier-Cesson Sévigné (87 000 euros pour une moyenne habituelle de 3 à 5 000 euros) et leur nombre élevé. Au total, une dizaine de parieurs auraient empoché environ 200 000 euros. Mais l'affaire se corse, car parmi les parieurs se trouvent des joueurs – qui n'ont pas le droit de parier –, leurs proches et des membres de l'encadrement de Montpellier. D'ores et déjà les joueurs reconnaissent avoir parié et demandé à leurs compagnes de parier mais ils nient tout trucage du match.

Cette affaire met en lumière l'existence du marché très lucratif des jeux en ligne. Depuis juin 2010, sous prétexte d'ouverture à la concurrence, ce marché qui était alors sous le contrôle de l'État via la Française des jeux, le PMU et les taxes sur les casinos, a vu l'arrivée de nouveaux opérateurs bien décidés à se partager une part du substantiel gâteau (cinq milliards de recettes

fiscales pour l'État chaque année). On peut maintenant parier sur presque tout dans presque tous les domaines, sous la houlette d'opérateurs comme le groupe Amaury, propriétaire de l'Équipe et organisateur du Tour de France, ou encore les groupes Bouygues ou Bolloré, etc.

Bien sûr, on n'a pas attendu 2010 pour savoir que, qui dit paris, dit possibilité de trucage et, même s'il existe une Autorité de régulation des jeux en ligne (Arjel), ses moyens sont bien limités. L'enquête, qui a déjà abouti à la mise en examen de treize personnes dont les frères Karabatic, dira si le match de hand-ball a été truqué et qui en a profité.

Il reste que, trucage ou pas, ces paris en ligne brassent des sommes considérables, et ceux qui sont sûrs de gagner à tous les coups ne sont pas les parieurs mais bien les organisateurs, à commencer par la Française des jeux, c'est-à-dire l'État, même s'il doit dorénavant partager les gains avec d'autres margoulines.

Cédric DUVAL

• Manifestation du 30 septembre

Ne pas se tromper d'objectifs

« On a réussi notre affaire. C'est la première fois que les Français se mettent en mouvement contre la politique d'austérité. On n'est pas restés chez nous à se dire : "On s'est encore fait avoir". Nous savons ce que nous voulons et où nous allons », a déclaré Jean-Luc Mélenchon, après la manifestation du 30 septembre à Paris, contre le futur traité européen. Mais où veut vraiment aller Mélenchon, c'est ce qui reste à voir.

Une grande partie des nombreux participants – plusieurs dizaines de milliers – ont sûrement eu le sentiment de manifester contre les mesures d'austérité appliquées par tous les gouvernements européens, y compris le gouvernement de gauche de François Hollande. Cela signifie-t-il que des manifestations axées sur la dénonciation du traité en question peuvent être le départ d'une lutte véritable contre la politique d'austérité ? Si l'on s'en tient à ce que déclare et fait Mélenchon lui-même, on peut en douter.

Vis-à-vis de Hollande, il est

resté d'une très grande prudence. Cette manifestation était-elle anti-Hollande ? lui a demandé un journaliste de France Inter. « Ce n'était pas le sujet », a-t-il répondu. Mais prétendre que la lutte contre l'austérité doit se focaliser sur la lutte contre le traité, c'est, de fait, une façon de la limiter au terrain des institutions européennes et à un aspect de la politique du gouvernement Hollande. C'est une façon d'escamoter le rôle réel de ce gouvernement, qui doit servir la politique des patrons bien français, y compris d'ailleurs en les défendant contre les patrons

d'autres pays européens quand c'est nécessaire.

Mélenchon sait très bien que, traité européen ou pas, la politique du gouvernement consiste à faire payer à la population la dette causée par la crise du capitalisme. C'est une politique qui n'a pas commencé avec ce traité, et engager la bataille sur ce seul terrain est donc, au mieux, une diversion. Elle n'empêchera aucun gouvernement, ni en France, ni ailleurs, de poursuivre cette politique

d'austérité.

Tous ceux qui ont ainsi manifesté derrière Mélenchon risquent donc de s'engager dans une fausse voie, voire une impasse. Le seul résultat de ce

30 septembre aura sans doute été la relance médiatique de Mélenchon. Et pour lui, c'était peut-être cela le « vrai sujet ».

Sylvie MARÉCHAL



• Contre la hausse continue du chômage

Imposer l'interdiction des licenciements

Le nombre des chômeurs dépasse maintenant les trois millions, soit plus de 10% de la population active. Tels sont les chiffres publiés le 26 septembre sur l'évolution du chômage en août. Encore ne s'agit-il que des chômeurs de catégorie A; si l'on ajoute ceux qui n'ont travaillé que partiellement, qui sont dispensés de recherche d'emploi ou non-inscrits à Pôle emploi, on arrive à cinq millions de chômeurs.

Un travailleur sur cinq vit ainsi dans la crainte du lendemain, car derrière ces chiffres secs se trouvent des hommes et des femmes qui perdent leur seule source de revenus, avec peu d'espoir de retrouver un emploi, et qui par conséquent descendent rapidement dans la pauvreté.

Le gouvernement rejette sur la majorité sortante la responsabilité de cette hausse du chômage et promet que, fin 2013, la courbe va s'inverser avec la mise en œuvre des emplois d'avenir ou des contrats de génération. Discours et promesses si souvent rabâchés qu'ils n'en sont pas crédibles! Et en attendant d'hypothétiques jours

meilleurs, les plans de suppressions d'emplois tombent en avalanche. La même semaine où tombaient les chiffres du mois d'août – plus de vingt mille chômeurs supplémentaires – étaient annoncés des milliers de pertes d'emplois, directs et indirects, chez Petrolplus, Sanofi, Castorama et son concurrent Conforama, chez le distributeur de presse Presstalis, les sidérurgistes de Florange, etc. À cela s'ajoutent tous les CDD et les intérimaires en fin de mission qui ne sont pas réembauchés et les licenciements individuels dans les petites entreprises qui ne font pas les gros titres de l'actualité.

Certes, on voit Montebourg,

le ministre du Redressement productif, se démener pour aller, d'un site à un autre, porter la bonne parole aux travailleurs. Il discute aussi avec les grands patrons, non pas pour leur interdire de jeter des travailleurs à la rue, mais pour leur demander gentiment d'en licencier un tout petit peu moins – ce qui fait partie du jeu traditionnel de toute négociation: annoncer plus que ce que l'on a prévu d'obtenir, pour avoir l'air de faire des concessions.

Agir contre le chômage est une urgence vitale pour les travailleurs. Ils ont quotidiennement la preuve que le gouvernement n'est pas de leur côté et qu'il laisse les mains libres au patronat. Ils ne pourront sauver leur peau que s'ils prennent leur sort en mains et imposent, par la crainte qu'ils inspireront, l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous avec maintien du salaire.

Marianne LAMIRAL



CDD et intérim, des milliers de licenciements quotidiens et anonymes

Dans l'augmentation du chômage, les salariés licenciés dans le cadre d'une procédure officielle ne représentent qu'une petite minorité: en juillet cela concernait 13 600 personnes, soit 2,7% du total des entrées à Pôle emploi. La grande masse des licenciés sont les cohortes des fins de contrat intérim ou CDD. Un

économiste constatait ainsi: « Sur le seul mois de juin, il y a eu près de 160 000 entrées au chômage pour cause de fin de CDD ou intérim... En moyenne cela concerne chaque jour 5 000 personnes. » Et à cela s'ajoute, sur un mois, près de 30 000 salariés ayant conclu une rupture conventionnelle, rupture elle aussi sans procédure officielle,

et soumise le plus souvent à l'arbitraire du patron.

Bien sûr il ne s'agit là que des entrées à Pôle emploi et par ailleurs des dizaines de milliers de chômeurs retrouvent chaque mois du travail. Mais cela traduit la paupérisation continue d'une part toujours plus grande du monde du travail. Car qui dit emploi précaire, en CDD

ou en intérim, dit aussi indemnités de plus en plus limitées dans le temps et qui très vite se réduisent à zéro. Car dans le même temps le nombre des chômeurs de longue durée, c'est-à-dire inscrits au chômage depuis plus d'un an, ne cesse de progresser. Inéluctablement, au bout de 23 mois pour les moins de 50 ans, et de 36 mois pour

les plus de 50 ans, leur indemnisation de base cesse. Il ne leur reste alors que les allocations de fin de droits, si tant est qu'ils peuvent y prétendre.

C'est à travers ces licenciements aux formes multiples que les capitalistes font payer au prix fort aux travailleurs le maintien de leurs profits.

Paul SOREL

• Logements HLM

Le gouvernement tourne le dos aux besoins

Une fois de plus, le congrès des HLM, qui s'est achevé le 27 septembre à Rennes, a conclu que le manque de logements à loyers abordables n'est pris en compte par aucun gouvernement, l'actuel pas plus que les précédents.

Alors que 3,6 millions de personnes ne sont pas logées ou le sont mal, seule la construction de quelque 100 000 HLM a été financée en 2011 (ce qui ne signifie même pas que leur construction a été achevée). Et encore, seule une partie d'entre eux sera financièrement accessible au plus grand nombre.

Hollande s'était engagé

durant sa campagne à faire construire annuellement 150 000 HLM. Mais la ministre du Logement, Cécile Duflot, est restée très vague, lors du congrès, sur leur financement. En fait, ainsi que l'a rappelé Marie-Noëlle Lienemann, ancienne ministre socialiste du Logement, depuis la tribune du congrès, il manquerait un à deux milliards d'euros pour que les HLM puissent satisfaire l'objectif gouvernemental.

Actuellement, les trois quarts du financement de la construction de logements sociaux proviennent de prêts accordés par la Caisse des dépôts, dont les ressources viennent de l'argent des livrets A

d'épargne. Or les organismes HLM se plaignent des taux d'intérêt relativement élevés auxquels prête la Caisse des dépôts, qui elle-même, en guise d'explication, prétexte le fait que les banques se font payer une commission abusive pour la collecte du livret A. Les taux d'emprunt sont ensuite, bien sûr, répercutés sur les loyers.

Quant au quart du financement restant, seule une faible partie provient des subventions de l'État, dites « aides à la pierre ». Le candidat Hollande avait promis leur doublement... d'ici à la fin de son mandat. Pour 2013, on sera très loin du compte car, comme l'a dit Duflot, « tout n'est pas

possible ». En fait, les subventions devraient passer seulement de 450 à 500 millions d'euros. Autant dire que cette petite augmentation risque d'être très insuffisante pour permettre la construction des 150 000 logements promis par Hollande. De même que ne suffira pas la diminution de la ponction sur la trésorerie HLM que le précédent gouvernement réalisait chaque année afin de boucler le budget de l'État. De 245 millions d'euros, elle serait réduite à 70 millions. C'est un pas, mais un pas seulement.

Intervenant en clôture du congrès, Duflot a lancé l'idée que « soit étudiée la possibilité » de créer des HLM à des

loyers très bas, des HLM au rabais en quelque sorte. L'idée de loger les pauvres à prix « discount » a déjà de quoi choquer, mais lorsqu'en plus la représentante du gouvernement annonce qu'il est envisagé d'en construire seulement 4 000 à 5 000 sur un objectif global de 150 000, cela ressemble à une plaisanterie.

Le congrès des HLM se tient devant un parterre composé en bonne partie de promoteurs faisant leur beurre avec le logement social. Le gouvernement socialiste ne change rien aux façons de faire des gouvernements qui l'ont précédé.

Jean SANDAY

• Portugal

La riposte populaire continue

Après le 15 septembre, où un million de personnes auraient manifesté dans tout le pays, deux semaines plus tard la manifestation syndicale du 29 septembre à Lisbonne a confirmé le rejet massif de l'austérité par les classes populaires portugaises.

Cette fois, il s'agissait d'une manifestation nationale à Lisbonne, avec des cars venant de tout le pays, organisée par la CGTP, la confédération syndicale la plus importante, proche du Parti communiste. Mais les « réseaux sociaux », qui avaient été à l'initiative du 15 septembre, y appelaient aussi. Et elle a été ressentie par tous comme la suite du 15 septembre. Elle n'aurait réuni « que » 125 000 personnes, contre 500 000 à Lisbonne le 15, mais c'est déjà considérable, dans un pays de dix millions d'habitants. Les travailleurs des districts de Lisbonne et de Setúbal sont descendus en cortège jusqu'à la vaste place du Commerce, au bord du Tage, où ils ont retrouvé les dizaines de milliers de manifestants venus de province. Tous les secteurs professionnels étaient représentés, y compris des représentants de la police, de la gendarmerie (GNR), des gardiens de prison, de la police des étrangers et des frontières.

Le mot d'ordre le plus repris, « *Le peuple uni ne sera jamais vaincu* », montrait que le ton était donné par le Parti communiste

portugais. Mais les participants étaient sensibles à l'aspect unitaire plus qu'à l'aspect nationaliste et à la volonté des dirigeants de ne pas s'en prendre trop directement au patronat portugais, ni même au gouvernement

de droite. L'ennemi désigné par les organisateurs était la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), bref une politique dictée par des institutions internationales, au-delà des frontières. Place du Commerce, le secrétaire général de la CGTP a annoncé pour bientôt une « grande grève générale » contre l'austérité.

Les travailleurs répondent

à toutes les opportunités pour exprimer leur refus de l'austérité que veulent leur imposer patrons et gouvernants : patrons de toute nationalité et gouvernants de tous partis, du PSD de droite aujourd'hui comme du PS auparavant. Ainsi, la journée du 15 septembre se limitait au départ à un rassemblement, appelé à la mi-août par une association de précaires et de chômeurs proche du Bloc de gauche. Après

l'annonce par le gouvernement que les charges sociales sur les salaires passeraient de 11 à 18 % (cela représente une perte d'un mois de salaire), le rassemblement d'origine s'est transformé en manifestations dans tout le pays. Les dirigeants de la CGTP avaient refusé de soutenir et avaient tout fait pour organiser des actions de diversion mais, au dernier moment, ils se sont précipités pour se faire voir eux



• Espagne

Une politique dictée par le patronat et les banquiers

Depuis plusieurs mois, le gouvernement espagnol n'en finit pas de tergiverser pour savoir s'il va demander aux autorités européennes un « plan de sauvetage » à destination des banques, qui pourraient se voir octroyer entre 40 et 100 milliards d'euros. Parallèlement, les dirigeants de ce pays multiplient les mesures d'austérité pour essayer d'éviter de recourir à cette aide ruineuse.

Mais, sauvetage ou pas, le gouvernement de Mariano Rajoy a pris les devants en annonçant que son budget 2013 serait encore plus rigoureux que prévu. Ce qui a provoqué de nombreuses réactions.

Avant même que le gouvernement ne précise la teneur des mesures à venir, des manifestations se sont multipliées dans de nombreuses villes et régions, pour dire non à cette politique. Mardi 25 septembre, des dizaines de milliers de manifestants, appelés par les réseaux sociaux des « indignés » du 15-M, se regroupaient autour des Cortès à Madrid pour dénoncer cette politique de rigueur. Ils ont continué les jours suivants, d'une part pour montrer que la violence de la police, encouragée par de nouvelles lois

répressives contre les manifestants, ne saurait les faire taire, mais aussi pour répondre aux propos tenus par Mariano Rajoy, expliquant devant les Nations unies qu'il n'appréciait que les majorités silencieuses.

Pendant que banquiers et politiciens d'Espagne et d'ailleurs discutaient sur l'estimation des besoins des banques, il était clair que les 21 milliards déjà versés l'avaient été en pure perte. Le cynisme du gouvernement éclate aux yeux de tous, d'autant plus que l'on vient d'apprendre que la dette, loin de diminuer, atteindra 90,5 % du PIB, les taux d'intérêts de plus en plus élevés ayant contribué à l'augmenter au profit des spéculateurs.

Pour l'avenir, le gouvernement entend continuer à réduire

les dépenses au détriment des services publics. Le secteur le plus affecté reste la santé, dont le budget baissera de 22,6 % par rapport à 2012. Celui de l'Éducation n'est pas en reste : en deux

ans il a été réduit d'un tiers. Pour 2013, l'éducation « compensatoire », qui gère les élèves en difficulté, est la plus affectée avec des ressources réduites de 68 % !

Par ailleurs, on prévoit moins

d'argent pour les chômeurs, qui ont vu se réduire leurs indemnités et la durée de leurs versements. Les mairies accorderont 40 % d'aides en moins.

Services publics sacrifiés,

Eurovegas, le maxi casino des parasites de la société

Le projet d'un gigantesque complexe d'hôtels et de casinos, Eurovegas, lancé par le magnat américain Sheldon Adelson à la tête de Las Vegas Sands Corporation (LVS), devrait voir le jour à Alcorcón, dans la banlieue de Madrid. Il s'agit ni plus ni moins d'un mini-Las Vegas européen, un paradis du jeu où l'on rêvera du jackpot mais qui fera essentiellement la fortune des propriétaires des casinos, sans parler des mafias et autres proxénètes...

Mais qu'importe ! Sous

prétexte de créations d'emplois, les élus de la région ont donné leur aval et se sont montrés prêts à écouter les exigences de LVS, qui vont jusqu'à l'octroi gratuit des terrains, l'exemption des cotisations sociales pendant deux ans et celle des impôts locaux pendant dix ans. Sans parler de investissements, pour lesquels LVS compte sur une participation des collectivités locales.

En Espagne, où la spéculation ruine depuis des années toute la société, où on licencie

dans l'industrie, le commerce, les services publics, les administrations, les capitalistes sont prêts à ouvrir des « usines à joueurs », comme les appellent les opposants à Eurovegas. Ces derniers ont commencé à manifester à Madrid contre ce projet à l'image du capitalisme, pour qui la seule chose qui compte est de ramasser l'argent, de quelque façon que ce soit. Quant à la satisfaction des besoins de l'ensemble de la population, c'est une question qu'ils éludent d'un coup de dés.

H. G.

aussi dans cette manifestation.

Quant aux actions organisées pour tenter de faire diversion, elles aussi ont bien marché ! D'ailleurs des grèves sont encore en cours, qui font suite au mouvement du 29. Les conducteurs des chemins de fer font des grèves tournantes de deux heures par service et préparent une grève générale pour le 5 octobre, anniversaire de la République. À Viana do Castelo, un port au nord de Porto, les travailleurs des chantiers navals ont manifesté lundi 1^{er} octobre contre la privatisation de l'entreprise. Un peu partout des protestations sont organisées contre les péages récemment imposés sur sept voies rapides : personne n'accepte même la baisse de 15 % de ces nouveaux péages annoncée par le gouvernement. Dans l'enseignement la grogne est permanente : les classes sont surchargées, 41 000 enseignants sont au chômage et près de 2 000, bien que nommés, sont à « horaire zéro ». Le Portugal a le taux de scolarisation le plus bas d'Europe, mais le Premier ministre invitait il y a quelques mois les enseignants sans travail à émigrer.

Une partie de la droite et du patronat s'était opposée à l'augmentation des charges sur les salaires. Soucieux du « consensus social et politique », ils craignaient que, la récession s'aggravant, la patience des couches populaires soit poussée à bout. Souhaitons que les travailleurs portugais confirment, et au-delà, les craintes de la bourgeoisie et prennent l'offensive.

Vincent GELAS

• Géorgie

Les élections du 1^{er} octobre

Aucun changement pour la population

Mikheïl Saakachvili, président de la Géorgie, un petit État du Caucase issu de l'Union soviétique, a fini par reconnaître que son parti, le Mouvement national uni, avait perdu les élections législatives face à celui du multi-millionnaire Bidzina Ivanishvili, le Rêve géorgien.

Malgré tout ce que permet le contrôle de l'appareil d'État, depuis priver Ivanishvili de sa nationalité au motif qu'il avait obtenu un passeport français en 2010, jusqu'à faire rafter les antennes satellitaires de peur que la propagande télévisée d'Ivanishvili ne touche les électeurs, en passant par l'achat de voix et le bourrage d'urnes, Saakachvili a dû s'avouer vaincu. Il faut donc croire que la victoire du camp adverse, indiscutable, a été bien plus importante que ne le laissent entendre les résultats annoncés officiellement.

Depuis des mois, Saakachvili était donné vainqueur du scrutin à venir par les observateurs. En fait, les journalistes occidentaux et les représentants d'institutions internationales peignent sous des couleurs pimpantes son régime depuis ce qui a été appelé la révolution des Roses de 2003. Saakachvili avait alors accédé au pouvoir en renversant son prédécesseur Chevarnadze, avec le soutien à peine discret des États-Unis. Mais si l'appui des grandes puissances ne lui a dès lors guère fait défaut, une grande partie de la population le vomissait depuis presque aussi longtemps.

Des manifestations massives ont régulièrement réclamé son départ. Fin 2007, de telles foules ont envahi les rues de Tbilissi, la capitale que le pouvoir dut décréter l'état d'urgence. C'est que, malgré ses promesses de lutte contre la corruption et la pauvreté, chacun peut voir que la situation ne s'améliore pas. Le chômage reste massif, la pauvreté éclatante, quand un instituteur ne gagne guère plus de 70 euros mensuels, quand les retraités crévent littéralement de faim, que les campagnes végètent sans espoir, que de nombreux Géorgiens n'ont d'autre solution que de partir chercher de quoi vivre, en Russie notamment.

Saakachvili et son équipe ont tenté de faire oublier cette réalité à la population en la soulant de discours guerriers. Mais cela s'est retourné contre eux. En août 2008, leur tentative de reconquérir par les armes l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie, provinces indépendantes depuis vingt ans, s'est soldée par une défaite cuisante face à la Russie.

L'hostilité à la Russie et une attitude servile à l'égard de l'Amérique sont l'alpha et l'oméga de la politique étrangère du



Ivanishvili et son épouse assistant à un service religieux. Tbilissi vaut bien une messe.

pouvoir. Ce dernier s'est glorifié d'être le second pourvoyeur de troupes de la coalition anti-Sadam en Irak, bien que la Géorgie ne compte que quatre millions d'habitants. Cela a mis à genoux son budget déjà pas brillant. Et cela n'a même pas permis à Tbilissi de se faire admettre dans l'OTAN, ni dans l'Union européenne, alors que Saakachvili s'était fait fort d'y parvenir.

Et mi-septembre, quand des télévisions ont montré des scènes de viol et de tortures dans les prisons, des centaines de milliers de personnes sont descendues crier leur haine du régime dans la rue. Face à cela, Bidzina Ivanishvili a-t-il fait rêver, avec son parti du même nom ? Il faut espérer que non, car l'individu, devenu 153^e fortune mondiale en montant un empire financier sur le pillage des ruines de l'Union soviétique, ne vaut sans doute pas mieux que son rival. D'ailleurs,

ils se ressemblent en bien des points. L'un et l'autre sont des démagogues éhontés, sauf que les promesses de l'un ont eu amplement le temps de s'user. Leurs méthodes – comme acheter les électeurs à grand renfort d'argent – se ressemblent aussi. Sans oublier le fait que, si Saakachvili, avant de se faire le porte-parole en Géorgie des intérêts américains, avait fait ses études et débuté une carrière d'avocat à New York, Ivanishvili, après avoir amassé des milliards en Russie, puis s'être établi en France pendant des années, est revenu chercher une bonne fortune politique en Géorgie. Mais qu'il ait été accusé par le pouvoir de se faire le porte-parole de Moscou n'a apparemment pas trop effrayé une majorité d'électeurs. Visiblement, ils craignent surtout que Saakachvili n'en reprenne pour un tour.

Pierre LAFFITTE

• ONU

Netanyahou, va-t-en guerre contre l'Iran, enterre les droits des Palestiniens

À la tribune de l'ONU, le 27 septembre, le Premier ministre israélien Netanyahou s'est amusé à défrayer la chronique en produisant un dessin : une bombe prête à sauter, sur laquelle il a tracé au marqueur rouge une ligne symbolisant la limite à ne pas franchir par l'Iran en matière de programme nucléaire.

« Ils ne nous représentent pas », affirmait régulièrement les manifestants en désignant les tenants du pouvoir et autres politiciens. C'est vrai, ces gens-là ne représentent que la bourgeoisie et ses intérêts. Mais il reste à préciser les objectifs qui représentent les intérêts des travailleurs et des autres catégories populaires. Mettre fin aux coupes budgétaires, interdire les licenciements et le démantèlement des services publics, ce sont autant de mesures urgentes qu'il faudra imposer.

Hélène GRILLET

gouvernement Obama se borne à durcir les « sanctions » contre le régime d'Ahmadinejad, en fait contre la population iranienne, qui a vu l'inflation croître de plus de 50 % depuis la fin 2011.

En ces temps de campagne électorale américaine, Netanyahou tentait aussi de jouer la carte des adversaires républicains d'Obama, Romney se déclarant sur la même longueur d'ondes que le Premier ministre israélien. C'est une sorte de chantage à un soutien plus affirmé des États-Unis, dans le cadre du rôle de gendarme au Moyen-Orient qu'Israël s'est attribué depuis des décennies.

Mais Netanyahou a également eu à cœur, en bateau de foire, de tenter de voler la vedette au président de l'Autorité

palestinienne. Présent le même jour à la tribune de l'ONU, Mahmoud Abbas, un an après la demande d'adhésion de la Palestine qui s'était heurtée à un veto du Conseil de sécurité, s'est cette fois adressé aux cent quatre-vingt-treize pays membres pour quitter son statut d'observateur. Revue à la baisse, la demande palestinienne se borne à obtenir le statut « d'État non membre » qui, selon les dirigeants du Fatah, leur permettrait d'avoir accès à la Cour internationale de justice et à la Cour pénale internationale pour y faire condamner Israël pour ses multiples violations des accords.

Cette demande d'Abbas, aussi timide qu'elle soit, a d'ailleurs été par avance recadrée par Hillary Clinton. Rencontrant la

veille le président palestinien, la secrétaire d'État l'a sèchement averti qu'il était inutile de chercher à « passer par la route de l'ONU » pour régler la question du droit à un État pour les Palestiniens.

En Cisjordanie, un demi-million de colons israéliens sont désormais installés et la colonisation israélienne continue de plus belle, au mépris de toutes les demandes de gel de l'Autorité palestinienne, au mépris même des engagements verbaux du pouvoir israélien. On ne peut mieux souligner le rôle de l'ONU, chambre d'enregistrement des volontés des grandes puissances, et certainement pas instrument de défense des droits des peuples.

Viviane LAFONT

• 1939-1942 : le camp des Milles

Quand la III^e République internait les opposants au régime nazi

Le 12 septembre a été inauguré le Mémorial du camp des Milles, près d'Aix-en-Provence. Cette ancienne briqueterie, fermée en 1938, fut l'un des quelque deux cents camps de détention installés sur le territoire français durant la Seconde Guerre mondiale, et le seul à être conservé en l'état. En service de septembre 1939 à septembre 1942, ce fut d'abord un camp d'internement pour les étrangers « indésirables » – pour la plupart des opposants au régime nazi obligés de fuir l'Allemagne – puis un camp de transit, avant de servir de base de déportation vers les camps de concentration ou d'extermination nazis.

De septembre 1939 à avril 1940

En septembre 1939, c'est encore la III^e République, avec sa devise de « Liberté, Égalité, Fraternité », qui est en place. Ce qui n'empêche pas le gouvernement Daladier, au moment de la déclaration de guerre à l'Allemagne, d'ouvrir des camps pour y interner, selon une circulaire du ministère de l'Intérieur, les « étrangers et les apatrides suspects, dangereux ou indésirables ». Et c'est ainsi, entre autres, que des Allemands, des Autrichiens et des Tchèques, qui pour la plupart avaient fui devant le régime nazi où leur opposition à la dictature équivalait à un arrêt de mort, se retrouvèrent enfermés sous le prétexte aberrant qu'ils risquaient d'appartenir à la cinquième colonne, c'est-à-dire aux éléments infiltrés par le service d'espionnage nazi ! En fait, selon l'écrivain Lion Feuchtwanger, qui relate les conditions de son internement au camp des Milles dans *Le Diable en France*, « les autorités compétentes savaient parfaitement que les espions et les saboteurs, les amis des nazis, les chefs de la cinquième colonne se trouvaient partout sauf parmi nous. On nous avait incarcérés dans le seul but d'impressionner la population. On voulait détourner l'attention des Français de ceux qui, en réalité, portaient la responsabilité des échecs et qui restaient intouchables. »

Beaucoup de détenus des Milles faisaient partie de l'intelligentsia allemande antinazie qui vivait dans le quart sud-est de la France : des écrivains, comme Lion Feuchtwanger, Manès Sperber ou Golo Mann, des peintres, tels Max Ernst ou Robert Liebknecht, le fils du révolutionnaire, des musiciens, etc. Mais il y avait aussi des ouvriers sarrois qui avaient pris le parti de la France lors du plébiscite sur le rattachement



de la Sarre à l'Allemagne en 1935, ou des Juifs expulsés de plusieurs Länder allemands.

Les conditions d'existence étaient infectes. Rien n'avait été prévu, la saleté et la gabegie dominaient. Les détenus étaient entassés au premier étage de la briqueterie, chacun disposant d'un espace de 70 centimètres de large, dormant à même le sol dans la poussière et les débris de tuiles, avec juste un peu de paille pour les isoler de la saleté. Il n'y avait qu'un seul point d'eau potable pour une population qui allait dépasser les 3 000 personnes, la promiscuité et une hygiène déplorable amenant de nombreux cas de dysenterie. Les internés étaient de plus affectés à des tâches absurdes, même si elles n'étaient pas harassantes, telles que transporter des briques d'un endroit à un autre, pour les rapporter le lendemain à leur point de départ, dans le seul but de les occuper.

Du camp dit de transit (1940-1942)...

Le camp fut fermé en février 1940, une partie des 250 détenus étant libérés tandis que les autres étaient transférés dans un autre camp. Rouvert en mai, lors de l'invasion du pays par les troupes allemandes, il devint

Face au « mur de papier » auquel se heurtaient les détenus et qui les empêchait de quitter la France, des filières d'évasion à l'initiative d'organisations humanitaires furent mises en place. Le commandant du camp lui-même mit un train à la disposition des détenus pour leur permettre de gagner l'Espagne. Deux mille d'entre eux prirent ce « train

qu'ils couraient le moins de risques !

Dans le traité d'armistice signé par Pétain le 19 juillet 1940, l'article 19 stipulait que le gouvernement de Vichy s'engageait à remettre aux vainqueurs tous les émigrés allemands et autrichiens se trouvant sur le territoire. Et celui-ci alla même plus loin en y intégrant les résidents de la zone non-occupée du sud de la France.

ARC

... au camp d'internement avant la déportation

En octobre 1940, l'administration du camp des Milles passa sous le contrôle direct du ministère de l'Intérieur et les conditions de détention se durcirent. Suite aux lois raciales et antisémites promulguées à partir d'octobre 1940, les effectifs du camp gonflèrent avec l'afflux de Juifs victimes de rafles et incarcérés aux Milles. Et en 1942 la police de Vichy alla même au-delà des ordres de l'occupant, en organisant des convois de déportés vers les camps d'extermination nazis.

Au total, entre août et septembre 1942, cinq convois furent formés au départ des Milles jusqu'au camp de Drancy, regroupant en tout plus de deux mille hommes, femmes et enfants, aussitôt dirigés vers Auschwitz pour y être assassinés dans les chambres à gaz.

Après le dernier convoi le 19 septembre 1942, le camp fut peu à peu vidé, les derniers détenus étant dispersés dans d'autres camps, jusqu'à sa fermeture en mars 1943. Après la guerre et jusqu'en 2002, la briqueterie reprit son activité comme si rien ne s'y était passé.

Si le camp de Drancy a été dénoncé comme un exemple de la barbarie nazie avec la complicité active de la police française, le silence a entouré pendant longtemps l'existence du camp des Milles où, en 1939, un régime se prétendant démocratique a interné des opposants au nazisme et où la police de Vichy a ensuite fait seule un sale travail que n'exigeait même pas l'occupant.

Marianne LAMIRAL

• Des Roms chassés à Marseille

L'exemple vient d'en haut

C'est dans la cité des Créneaux, dans les quartiers nord de Marseille, qu'un campement de Roms a été détruit le 27 septembre après que leurs occupants en ont été chassés par des habitants du quartier.

Le camp des Roms était installé sur l'assise de deux anciens bâtiments, détruits après des années de procédure et l'expulsion de la quasi-totalité des habitants, à qui la Logirem, le bailleur, n'avait proposé que des logements pires encore que ceux qu'ils quittaient. Dans ce qu'il reste de cette cité, le chauffage est défaillant, l'humidité favorise les moisissures. Certains appartements sont murés ou en passe de l'être, souvent ils n'ont plus de fenêtres et donnent directement sur le vide.

Une partie des locataires voyaient donc des gens s'installer là d'où eux-mêmes avaient été expulsés. Leur crainte était aussi de voir les Roms squatter ces logements vides et utiliser les caves comme lieu de stockage. Quant aux Roms, quarante adultes et quinze enfants dans huit caravanes, ils ont déjà été expulsés à maintes reprises,

dix-sept fois selon une association qui leur vient en aide.

Les pouvoirs publics, l'État, la mairie, les conseils général et régional, qu'ils soient à droite ou à gauche, n'ont rien organisé pour accueillir ces familles, rien pour mettre à leur disposition des lieux disposant de l'eau, de l'électricité, de sanitaires, du ramassage des ordures. Pire, les Roms ne peuvent travailler sans être pénalisés, à cause de la législation contraignante qui les touche ainsi que leur éventuel employeur. Par contre, ils sont pourchassés d'un lieu à un autre.

Encore sous le règne de Sarkozy, l'État avec une armada de policiers avait délogé des Roms installés sur la pelouse de la porte d'Aix à Marseille. Depuis, des rondes de policiers tournent autour de cette place pour en interdire l'accès. La mairie, quant à elle, avait dans l'urgence instauré un arrêté anti-mendicité dirigé explicitement contre les Roms. D'autres avaient été chassés de la rue Félix-Zoccola. Il y aurait vingt-huit campements à Marseille actuellement, et la chasse aux Roms continue à être à l'ordre du jour. Une procédure en référé a été déposée pour des squats

situés sous les bretelles d'autoroutes A55 et A7. Cela concerne environ trente personnes par site.

Les familles de Roms sont donc à la recherche de la moindre parcelle de terrain, de quelques mètres sous les arches des autoroutes ou sur un terre-plein, pour y mettre des petites tentes et des bâches, pas trop loin des villes, car leur principale ressource est la collecte de tout ce qu'ils peuvent trouver dans les ordures ménagères. Et d'ailleurs, grâce à leur collecte, les encombrants disparaissent très rapidement.

Pourtant il ne manque pas à Marseille de terrains aménageables, de cités où ces expulsés de partout pourraient vivre dans des conditions correctes, être soignés, les enfants scolarisés. C'est le choix inverse qu'ont fait les pouvoirs publics, méprisant tant les habitants des cités pauvres que les familles roms. Et quand ils déplorent ce qui vient de se passer aux Créneaux, leur cynisme est sans bornes : ce sont eux qui ont créé cette situation de toutes pièces, qui la laissent se dégrader et en sont entièrement responsables.

Correspondant LO

• Calais

Après Hortefaux, Besson et Guéant, Valls poursuit la chasse aux migrants

Le 25 septembre, à Calais, la police a mis à sac le lieu de distribution des repas où une centaine de migrants avaient monté leurs campements, n'ayant pas d'autres lieux d'urgence, même provisoires, où s'installer.

La police a détruit les kits de première nécessité et les duvets distribués par des organismes humanitaires à ces exilés afghans, érythréens, somaliens, soudanais ou syriens. Près d'une vingtaine de personnes ont été interpellées

et placées en rétention. Valls voudrait les renvoyer chez leurs dictateurs que par ailleurs, côté hypocrisie publique, le gouvernement français dénonce à l'ONU au nom des droits de l'homme.

Le candidat Hollande promettrait aussi de ne plus poursuivre en justice et de ne plus entraver les aides que des personnes apportent aux sans-papiers et aux migrants. C'était une promesse pour la galerie, car à Calais il vient de faire le contraire en démantelant un

des derniers lieux où ces exilés pouvaient trouver un peu d'assistance humanitaire.

Il y a dix ans, Sarkozy faisait détruire le camp de migrants de Sangatte. Depuis, successivement Hortefaux, Besson et Guéant ont poursuivi la chasse aux migrants sur les rivages de la Manche et de la mer du Nord. Valls prend le relais. Halte à la répression contre les migrants, liberté de circulation et d'installation !

L. B.

• Droit d'asile

Des enfants détenus en centre de rétention

« Moi président, je n'enfermerai pas d'enfant dans des centres de rétention », déclarait le candidat Hollande. Mais vendredi 28 septembre un couple de réfugiés afghans avec deux enfants, de deux mois et demi et de trois ans, a été mis en détention dans le centre de rétention administratif du Mesnil-Amelot en Seine-et-Marne.

Après deux nuits passées dans ce centre, cette famille a été libérée sur prescription du médecin du centre... pour être transférée en résidence

surveillée dans un hôtel de Noisiel, toujours en Seine-et-Marne, en vue de son expulsion dès le lundi 1^{er} octobre à l'aube.

Toute la nuit, une vingtaine de policiers sont restés dans l'hôtel, deux d'entre eux se relayant à la porte de la chambre, sur ordre direct du ministère de l'Intérieur. En somme, quand Hollande n'emprisonne pas des enfants en centre de rétention, il les emprisonne dans des chambres gardées.

Grâce à la mobilisation, cette famille afghane a obtenu

un sursis, une assignation à résidence d'un mois, officiellement sans garde policière.

Mais des accords européens prévoyant que leur demande d'asile soit déposée dans le pays de leur première entrée en Europe, c'est en Hongrie que Valls veut les renvoyer, un pays réputé pour n'examiner aucune demande !

Il faut obliger le gouvernement français à accepter la demande d'asile de la famille Khoja.

Louis BASTILLE

• Pantin (Seine-Saint-Denis)

Un an après l'incendie mortel du passage Roche

Il y a un an, le 28 septembre 2011, six hommes jeunes mouraient dans l'incendie d'un squat, passage Roche à Pantin. Ils étaient venus de Tunisie et d'Égypte en quête d'un travail et d'une vie meilleure. Entassés à une vingtaine et sans électricité, ils s'éclairaient à la bougie. Une nuit, le feu avait pris...

Ce drame avait soulevé l'indignation et entraîné la solidarité des associations, tunisiennes ou d'aide aux mal-logés, mais aussi de la population locale et de petits commerçants.

La municipalité PS avait abrité les survivants pendant un mois dans un stade, en leur versant un petit pécule. Quelques-uns avaient ensuite trouvé un accueil dans les centres d'hébergement, mais la plupart, restés dans la nature, ont dû rechercher d'autres squats, d'autres solutions d'hébergement, en survivant de petits boulots.

La carence de l'État qui a réduit les budgets des centres d'accueil, aggravant le manque de structures et de logements, fait que des migrants fuyant des conditions de vie difficiles dans leur pays, des dictatures ou des guerres, se retrouvent à la rue en quête d'une solution, même précaire.

Les Tunisiens étaient venus à Pantin à cause de la proximité de leur consulat. Depuis un an, les pouvoirs publics n'ont rien fait pour trouver des solutions, et d'autres drames découlant du manque de logements ou de leur vétusté se sont produits à Montreuil, Bobigny

ou Saint-Denis, faisant de nouvelles victimes.

Le devoir d'accueil d'hommes fuyant la misère, le droit à un abri et la simple humanité sont bafoués quotidiennement dans ce pays, pourtant l'un des plus riches de la planète, notamment pour avoir, durant des décennies et encore aujourd'hui, tiré profit de ses ex-colonies.

En avril 2011, l'afflux de migrants à la suite des événements de Tunisie et d'Égypte avait engendré, de la part du gouvernement de droite et de son ministre Guéant, la répression plutôt que la recherche de conditions d'accueil dignes. À l'époque, le député PS Manuel Valls avait cependant déclaré ne pas en « être choqué » car « ils [les migrants] n'ont pas vocation à rester sur le sol français », ajoutant : « La gauche doit être aussi très claire sur cette question-là. »

On a vu, maintenant qu'il est ministre de l'Intérieur, que Valls marche sans complexe dans les pas de ses prédécesseurs. Avec ce gouvernement aussi, logements vétustes et squats dangereux risquent d'avoir encore de l'avenir.

Correspondant LO



• La dispersion des initiatives d'action

Se rassembler pour le combat commun : une nécessité vitale

Les travailleurs et toute la population doivent affronter une offensive concertée de la part du patronat et du gouvernement, dans toutes les corporations et dans tous les domaines. Le simple bon sens voudrait que tout soit fait pour unir les travailleurs, leur faire prendre conscience que les problèmes de chacun sont les problèmes de tous, et ainsi redonner confiance dans la possibilité d'inverser le cours des choses.

Pourtant, les initiatives d'action annoncées pour tout le mois d'octobre prennent exactement le chemin contraire et, avant même d'exister, ressemblent à un catalogue de vente par correspondance.

Qu'on en juge : le 2 octobre, c'était la journée d'action « Sauvons la recherche, sauvons l'université » ; le 3 octobre

une manifestation nationale de Sanofi. Le 6 octobre, c'est la journée : « Pour notre santé, le changement c'est maintenant ! ». Le 9 octobre se place la journée d'action de la CGT pour l'industrie et l'emploi. Le 11 octobre, il y a d'un côté la manifestation nationale des retraités et de l'autre celle « Pour un plan d'urgence pour l'enseignement en

Seine-Saint-Denis ». Le 23 octobre, un appel de la CGT pour une journée nationale des fonctionnaires. Et enfin le 26 octobre un appel pour une journée d'action des cheminots. Ouf!

Certes, il peut s'agir d'initiatives séparées qui ont chacune leur justification, et auxquelles certaines organisations syndicales se rallient ou non. Mais c'est bien le problème : les grandes organisations syndicales, délibérément, évitent d'unir les protestations et laissent libre cours à la dispersion. Cela revient à faire croire que chaque problème serait spécifique, et ne serait pas en

fait la conséquence d'une seule et même politique, menée de concert par patrons et gouvernement pour la défense des intérêts capitalistes. Au lieu de tracer le chemin de la remobilisation des travailleurs, cela embrouille et divise, avant même qu'une action véritable soit entamée.

C'est le chemin inverse qu'il est urgent de prendre : celui du rassemblement le plus large pour le combat commun de tous les travailleurs, mettant enfin un terme à ces reculs incessants qui n'ont que trop duré.

Paul SOREL

• Ascométal – Le Cheylas - Région grenobloise

En grève contre le plan de licenciements

Depuis le 25 septembre, les travailleurs de l'usine du Cheylas, en Isère, sont en grève illimitée, un mouvement décidé à la quasi-unanimité. Depuis, ils tiennent nuit et jour un piquet de grève devant la porte de l'usine.

En juillet dernier, les travailleurs du groupe sidérurgique Ascométal apprenaient qu'ils allaient faire les frais d'une nouvelle restructuration, avec la suppression de 307 postes sur 1 200 salariés dans le pays.

L'usine du Cheylas, spécialisée dans la production d'acier à ressorts pour l'automobile et les poids-lourds, est la plus touchée, avec 166 suppressions d'emplois sur 285 salariés. Ce coup survient dans une vallée sinistrée ces dernières années sur le plan de l'emploi, avec notamment la fermeture de plusieurs papeteries. Déjà, entre 2008 et 2010, la fermeture de

l'aciérie du site avait entraîné des licenciements et le départ de tous les intérimaires. Avec cette nouvelle attaque, les effectifs en production seraient ramenés à une quarantaine de personnes. Autant dire que l'avenir de cette entité est très hypothétique.

Les travailleurs n'acceptent pas les conditions d'Ascométal : des indemnités légales, plus une prime de licenciement de 28 000 euros, à laquelle la direction a proposé de rajouter 7 000 euros... mais à condition que la production sorte normalement pour pouvoir honorer les commandes



d'ici décembre 2012, date à laquelle le dernier laminoir sera fermé. Et ce, alors que de confortables dividendes continuent à être versés aux actionnaires : 30 millions d'euros cette année à ceux du fonds de pension américain Apollo.

Les grévistes sont conscients qu'ils ont enrichi les propriétaires successifs pendant des décennies et ils exigent leur dû : 100 000 euros en plus de la prime de licenciement.

Plusieurs dizaines d'entre eux préparent la montée à Paris, où une réunion importante devait se tenir jeudi 4 octobre avec la direction. En solidarité, les travailleurs de l'usine qui jouxte celle d'Ascométal ont débrayé deux heures le vendredi 28 septembre.

Les travailleurs ont toutes les raisons de se battre contre ces capitalistes parasites, dont le seul credo est le profit à court terme.

Correspondant LO

• Sodimédical – Plancy-l'Abbaye (Aube)

Entreprise liquidée, salariés licenciés

Le 28 septembre en fin de matinée, les salariés de Sodimédical apprenaient que la cour d'appel de Reims confirmait la liquidation judiciaire de l'entreprise, décidée dix jours plus tôt par le tribunal de commerce de Troyes. Pour les 52 salariés (surtout des femmes), la nouvelle de se retrouver au chômage a été évidemment mal prise, même si ce n'était pas une grande surprise.

L'avocate générale, qui les avait soutenus à 200 % lors de l'audience à Reims du 11 juillet, se retranchait désormais derrière la décision de la Cour de cassation de Paris du 3 juillet. Là, le groupe Lohmann & Rauscher avait obtenu de pouvoir réclamer du tribunal de commerce la liquidation judiciaire de sa filiale Sodimédical, après avoir vidé ses caisses et transféré l'activité en Chine.

Depuis deux ans et demi, les salariées ont réussi à retarder

leur licenciement. Mais, mardi 2 octobre, la plupart avaient reçu du liquidateur judiciaire une lettre de licenciement les informant que le régime de garantie des salaires, les AGS, les prenait désormais en charge. Elles vont donc toucher les onze mois de salaire dus, les congés payés et les indemnités de licenciement. Elles devraient toucher deux mois de salaire maintenant et le reste avant la mi-octobre. Par contre, le mandataire ne s'engage pas à

poursuivre la couverture de la mutuelle complémentaire, que L & R a cessé d'assurer depuis fin 2011. Heureusement que les Mutuelles de France avaient pris le relais.

Ainsi, Lohmann & Rauscher a pu les licencier sans même que ce groupe florissant fasse semblant de mettre en place une quelconque mesure sociale. Il restera à chacun la possibilité de réclamer en Prud'hommes des indemnités pour licenciement abusif, sauf que ces procédures judiciaires risquent d'être encore plus longues.

Dans cette lutte, les salariées de l'usine de Plancy ont beaucoup appris. Face à un groupe mondial utilisant toutes les possibilités pour faire traîner

et rebondir les procédures, elles ont vécu la réalité de cette prétendue justice, qui a condamné ces pratiques patronales, mais qui ne fait pas appliquer ses décisions!

Les salariées mobilisées ont essuyé le mépris du gouvernement Sarkozy et de ses politiciens locaux. Depuis, en guise de changement, si Montebourg, Taubira et Hollande ont montré leur compassion et affirmé leur soutien, cela a été sans autre résultat pour elles que de s'entendre proposer, puis imposer, par la justice d'accepter la liquidation judiciaire de Sodimédical comme un moindre mal. Tout cela donc pour se retrouver au chômage!

Correspondant LO

• Île de La Réunion

Grève des dockers de la SAMR

La grève des 130 salariés de la Société d'aconage et manutention de La Réunion, commencée le 19 septembre, s'est terminée le 27 par un recul du patron. Il a donc fallu dix jours de grève pour obliger la direction de l'entreprise à appliquer un accord national signé depuis le début de l'année. L'application de cet accord sur les salaires avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012, équivaut à 2,35 % d'augmentation. C'est un peu moins que les 4 % que demandaient les grévistes.

La Société d'aconage et manutention de La Réunion est une filiale d'Africa Logistics appartenant à la multinationale Bolloré, qui a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires de près de 8,5 milliards.

Les revendications des travailleurs de SAMR étaient d'autant plus justifiées qu'ils ont subi quatre années de blocage des salaires et que peu après son arrivée, le 1^{er} mars dernier, après vingt ans passés en Afrique où il a dirigé notamment une société d'exploitation de bois au Gabon, le directeur a supprimé le plan d'épargne retraite.

Si, au début du conflit, la direction espérait un essoufflement de la grève, elle a dû déchanter lorsque d'autres dockers des entreprises SGM et Somacom ont cessé le travail, à partir du mercredi 26, par solidarité avec leurs camarades en grève, bloquant de ce fait le port.

Les patrons n'ont pas cessé de pleurnicher au nom de la « libre circulation des biens et des personnes », allant jusqu'à parler de « prise d'otage ». Ils ont été relayés par de nombreux commentateurs offusqués devant la « souffrance » infligée à ces pauvres patrons qui auraient perdu de l'argent.

Les dockers n'ont pas été intimidés par toutes ces jérémiades et, par leur détermination et leur solidarité, ils ont fait reculer leur direction.

Correspondant LO

• ArcelorMittal Florange

La fermeture des hauts fourneaux Une décision inacceptable

Lundi 1^{er} octobre au matin, plusieurs centaines de sidérurgistes étaient réunis devant le portier des grands bureaux de Florange, pour attendre les annonces du Comité central d'entreprise qui se tenait à Saint-Denis, avec la confirmation de l'arrêt définitif des hauts fourneaux.

Après quatorze mois d'atermoiements et de vrai-faux suspense, la direction d'ArcelorMittal a annoncé la fermeture de la Phase chaude de Florange. Cela concerne les deux hauts fourneaux, l'aciérie et l'agglomération, atelier qui mélange le charbon transformé en coke et le minerai de fer. Par ailleurs, l'activité packaging (fabrication d'acier pour l'emballage), dont une des deux lignes est arrêtée depuis plusieurs mois, est également menacée, Mittal répétant depuis longtemps qu'il y a une usine de packaging de trop en Europe.

Mittal accorde au gouvernement un délai de deux mois pour que celui-ci cherche un hypothétique repreneur pour la Phase chaude. Passé ce délai, les hauts fourneaux seront définitivement fermés. Pas question par contre pour Mittal de céder les laminoirs, qui sont la partie la plus rentable des installations. Autant dire que saucissonner le site est une façon de condamner à terme Florange : aujourd'hui les hauts fourneaux et demain le reste.

Début du plan social le 16 octobre

À l'annonce de cette décision, les travailleurs ont exprimé leur dégoût, leur colère et leur écoeurlement. Pour tous, il est évident que l'éventualité d'une reprise n'est là que pour essayer de donner le change. D'ailleurs, si Mittal accorde

soixante jours au gouvernement, il n'en donne que quinze aux travailleurs : les consultations pour le plan social débutent le 16 octobre. C'est dire à quel point il ne croit ni ne souhaite une reprise.

Mittal pourrait parfaitement maintenir tous les sites en activité, en répartissant le travail entre chacun d'eux, mais il préfère fermer les installations où il gagne moins d'argent, pour faire tourner à plein régime les installations où il fait le plus de profits.

Selon le rapport commandé par le gouvernement, Florange est « fiable, viable et rentable » en tant que site intégré. Pas question pour autant pour Montebourg de s'appuyer sur ce rapport pour imposer quoi que ce soit à ArcelorMittal en vue de maintenir l'intégralité du site.

La direction voudrait faire croire qu'il n'y aura aucun licenciement sec. Mais combien d'intérimaires et de travailleurs d'entreprises sous-traitantes sont déjà ou vont se retrouver à la rue ? Le chiffre officiel de 629 suppressions d'emplois ne prend en compte que les travailleurs d'ArcelorMittal – qui actuellement sont pour moitié au chômage partiel et pour moitié en prêt dans d'autres ateliers. Avec les sous-traitants, selon la CGT, ce sont près de 1 500 postes qui seraient supprimés.

Lundi 1^{er} octobre, aussitôt la nouvelle annoncée, l'intersyndicale a décidé de bloquer toute



l'usine pour la semaine. Les portes ont été soudées les unes après les autres. Aux changements de poste de l'après-midi, des prises de parole ont eu lieu devant plus de 500 sidérurgistes et, pendant tout l'après-midi, les discussions ont continué.

Mardi 2 octobre, après une opération escargot sur l'autoroute, près d'une centaine de travailleurs se retrouvaient au Comité d'entreprise qui se tenait à Metz et qui n'a fait que confirmer les annonces de la veille, tandis que d'autres maintenaient les blocages aux nombreuses portes de l'usine, qui s'étend sur des kilomètres.

La crise ? Pas pour les actionnaires

On nous dit que la sidérurgie traverse une crise. C'est vrai que la production d'acier a diminué en Europe... mais elle

a augmenté dans le monde ! Et Mittal n'est pas l'épicier du coin de la rue, c'est le numéro un mondial de l'acier. Ce qu'il ne vend plus ici, il le vend ailleurs.

ArcelorMittal est loin d'être aux abois comme il le prétend. Le groupe a réalisé 1,7 milliard d'euros de bénéfices sur l'année 2011. Sur les cinq dernières années, il a fait au total 19 milliards de profits.

La seule mesure à prendre contre Mittal, plutôt que de jouer les commis en quête de repreneurs, comme s'appête à le faire le gouvernement, serait de lui interdire de fermer les hauts fourneaux et de supprimer des emplois. Et l'État, qui finance le chômage partiel, aurait bien

des moyens de peser sur les décisions de Mittal à condition de vouloir le contraindre. Mais, depuis qu'il est au pouvoir, de la commande d'un rapport en juin au cinéma du repreneur en octobre, le gouvernement œuvre à donner du temps à Mittal.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs emplois. L'envolée du chômage est trop grave pour laisser les capitalistes continuer à ruiner des vallées entières afin d'augmenter une fortune dont ils ne savent plus que faire.

Correspondant LO

• Montebourg à Florange

Le mauvais cinéma du ministre

Jeudi 27 septembre, à partir de 15 heures, la place de l'Hôtel de ville de Florange s'est remplie à l'appel de l'intersyndicale, pour la venue de Montebourg qui venait rencontrer une délégation d'ArcelorMittal Florange.

Une heure plus tard, Montebourg prenait la parole devant 400 personnes. Il annonçait que les hauts fourneaux seraient fermés, mais que le gouvernement aurait le droit de chercher un repreneur.

C'était la douche froide

annoncée. Qui peut croire à la reprise partielle d'une usine sidérurgique qui forme un tout ? Où le repreneur achètera-t-il les minerais ? Qui lui achètera la fonte produite ? Certainement pas Mittal, qui baisse les volumes produits pour maintenir les prix hauts. Qui va s'engager à racheter des terrains pollués par plus d'un siècle de sidérurgie ?

Le sentiment général est que cette histoire de repreneur est bidon. À plusieurs reprises, le ministre du Redressement productif s'est fait huer, et les

slogans ont fusé : « *Le changement c'est maintenant* » ou encore « *Mittal, casse-toi* ».

Ne craignant pas le ridicule, Montebourg s'est écrié, devant des sidérurgistes mobilisés depuis plus d'un an : « *Un bras de fer s'engage avec Mittal* » ! Son discours a fait flop et les présents avaient le sentiment que, comme sous Sarkozy, comme sous Mitterrand, les grands patrons dictent leur loi. Les gouvernements, eux, choisissent juste quelle sera la musique.

Correspondant LO

• Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE

N° 146 (octobre 2012)

France :

- La gauche gouvernementale face à la crise

Afrique du Sud :

- Après le massacre de Marikana

Afghanistan :

- Les États-Unis embourbés dans la plus longue de leurs guerres

Côte d'Ivoire :

- La situation, un an après la fin de la guerre

Haïti :

- Prendre aux riches pour améliorer le sort des classes pauvres !

France :

- Peugeot : deux cents années d'exploitation

Prix : 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro



• Dans l'automobile

Les patrons à l'attaque

À l'occasion du Mondial de l'automobile, les patrons de Renault et de PSA ont clairement annoncé la couleur: ils veulent durcir encore un peu plus la guerre contre les salariés. Varin, patron de PSA, Saint-Geours, directeur général du même groupe, Ghosn, patron de Renault, se sont répandus dans la presse pendant toute la semaine pour exiger du gouvernement qu'il les aide à augmenter leurs profits.

Et tous d'entonner la même rengaine: il faut faire baisser le coût du travail, il faut plus de flexibilité, il faut moins de droits pour les travailleurs. « Nous avons un problème de coût du travail et nous avons besoin de flexibiliser le travail », a expliqué Carlos Ghosn, pendant que son compère Varin pleurnichait sur « l'extrême importance d'alléger les charges sur les emplois industriels. » Et il ne s'est pas gêné pour expliquer que PSA avait peut-être mauvaise presse avec la fermeture de l'usine d'Aulnay-sous-Bois, mais que ce n'était qu'un début et que « certains concurrents », c'est-à-dire Renault, pour ne pas le nommer, devraient « mener des opérations similaires ». Et il ne fait de doute pour personne, en effet, que si PSA réussissait à fermer une usine de montage en France, Renault lui emboîterait le pas.

Les patrons de l'automobile ont évidemment trouvé un homme qui les comprend en la personne du Premier ministre, Jean-Marc Ayraut qui, au lieu de répondre que c'est le gavage organisé des actionnaires qui coûte cher et non le travail des ouvriers, a expliqué que son gouvernement cherchait des solutions pour améliorer la compétitivité, ajoutant, pour qu'on comprenne bien: « Le coût du travail n'est pas un mot tabou. »

Quel lamentable tandem que ce patronat qui en demande toujours plus et ce gouvernement qui ne cherche qu'à lui complaire! Derrière les mots

ronflants de ces gens-là, « compétitivité », « recherche de la performance », ce sont des milliers de drames humains qui se jouent: ceux des travailleurs menacés d'être jetés à la rue, et de tous ceux qui resteront au travail mais à qui, au nom de la « productivité », on cherchera à imposer des cadences toujours plus dures. Et derrière la

« baisse des charges sur les emplois » qu'exigent les patrons, il y a de nouvelles exonérations, c'est-à-dire de nouveaux milliards offerts en cadeau aux patrons, et qui manqueront demain dans les caisses des services publics utiles à tous.

Un exemple de ce que les patrons appellent « accords de flexibilité » – et que le gouvernement est bien parti pour permettre de généraliser – est l'accord signé entre la direction de PSA et certains syndicats à l'usine de Sevelnord. Contre une hypothétique promesse de ne pas fermer l'usine, la direction a imposé le gel des salaires

et une flexibilité accrue sur le temps de travail, c'est-à-dire « l'overtime », tel qu'il est pratiqué dans l'usine voisine de Toyota: si le patron le décide, les ouvriers se voient obligés de rallonger leur journée d'une ou deux heures supplémentaires... On sait quand on arrive au travail, mais on ne peut même plus savoir quand on en sort! Rien d'étonnant à ce que cet accord fasse frémir de bonheur Denis Martin, le directeur industriel du groupe, qui a affirmé que son ambition était d'étendre ce type d'accord « dans d'autres environnements », c'est-à-dire dans

les autres usines du groupe Peugeot.

Les travailleurs sont prévenus: le patronat de l'automobile, qui se fait en la matière le porte-parole et la tête de pont du patronat tout entier, veut attaquer sur tous les terrains en même temps. Il n'y aura qu'une contre-attaque généralisée du monde du travail qui permettra d'empêcher tous ces gens – patrons et ministres – de faire revenir les droits et les conditions de vie de la classe ouvrière des dizaines d'années en arrière.

Correspondant LO

• À Aulnay-sous-Bois

Un rassemblement de lutte

Samedi 29 septembre était organisé, à l'initiative des syndicats de Seine-Saint-Denis, un rassemblement de lutte au cœur de la cité des 3 000, à Aulnay-sous-Bois. Plusieurs centaines de travailleurs et de militants du département se sont rassemblés pour dénoncer le véritable massacre de l'emploi auxquels se livrent les patrons en Seine-Saint-Denis, pas seulement à PSA mais aussi à Air France, Sanofi, DHL, Presstalis, Rotos 93, et combien d'autres...

Dans la semaine, quelques dizaines de salariés de PSA Aulnay-sous-Bois sont allés distribuer des tracts devant des entreprises du voisinage comme Ikea, l'aéroport de Roissy, le sous-traitant Magnetto sur le site d'Aulnay. Ils ont expliqué à ces travailleurs – comme l'a fait le responsable de la CGT pendant le rassemblement – que PSA n'est pas



un cas à part, un cas spécifique, et que la menace du chômage touche l'ensemble de la classe ouvrière.

La seule issue, ce sera de s'adresser, non seulement aux autres travailleurs, mais aussi à la population, et de se

battre tous ensemble. Parce qu'au-delà des sites concernés, ce sont des villes entières, un département entier que le patronat a l'intention de ruiner au nom du profit de ses actionnaires.

La prochaine étape, à

Aulnay, est à présent de réussir la journée de grève et de mobilisation du 9 octobre, avec une action vers le Salon de l'automobile et la manifestation de l'après-midi contre les licenciements.

Correspondant LO

• PSA – Rennes

Après l'annonce des suppressions d'emplois

La tension monte

Depuis l'annonce du plan de suppression d'un quart des effectifs, la situation à l'usine PSA de Rennes devient de plus en plus insupportable.

La pression est permanente. Les jours travaillés, la vitesse de production est poussée au maximum avec des postes surchargés. Pour assurer cette production, la direction mute des ouvriers de Logistique sur la ligne de montage.

Cela semble absurde alors que la programmation de jours chômés devient systématique. La direction a mis en place un chômage tournant individuel au Ferrage, en Logistique et en Peinture. Elle a aussi planifié pour toute la production onze jours de chômage en octobre, quatre en novembre et six en décembre. Ce chômage, qui pouvait apparaître comme une solution pour souffler un peu, est de plus en plus mal perçu,

d'autant qu'il provoque une baisse des revenus.

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner si les arrêts-maladie sont plus fréquents. Et les moniteurs et les chefs sont de plus en plus souvent obligés de faire le travail pour suppléer au manque de personnel. Il est clair que le discours de la direction sur le sureffectif et la surproduction est de moins en moins accepté par une large proportion d'ouvriers. Usés par des années de travail sur

chaîne, certains travailleurs ne supportent plus les efforts qu'on leur demande aujourd'hui, avec la perspective de les jeter à la rue dans quelques mois. La violence de cette situation est tangible et les accidents se multiplient. Tout le monde en a assez de travailler dans de telles conditions et les plus âgés parlent de plus en plus de partir.

Le ras-le-bol a aussi pour conséquence des réactions collectives. Au Ferrage, au secteur Mise en finition, l'encadrement

a cru bon de demander à une équipe de rester deux heures de plus pour faire un peu plus de production. Personne n'a accepté.

Ce refus de se soumettre à des injonctions incompréhensibles montre que l'encadrement risque d'être en difficulté dans la période à venir. La manifestation du 9 octobre sera l'occasion pour les travailleurs de PSA d'exprimer leur colère dans les rues de Rennes.

Correspondant LO

• Hospices civils de Lyon (HCL)

La direction fait payer au personnel son déficit budgétaire

La direction des HCL continue à faire payer à l'ensemble du personnel le retour à l'équilibre financier. Le déficit budgétaire est la conséquence des mesures prises depuis dix ans et, comme le nouveau gouvernement ne veut pas les abroger, la situation continue à se dégrader et justifie, pour la direction, les nouvelles suppressions de postes.

Elle a décidé de généraliser la privatisation du nettoyage des communs, ce qui lui permettra de réaliser des économies de plus de 40 % dans ce secteur. Ce transfert, déjà commencé dans d'autres établissements, va être mis progressivement en place à l'hôpital Édouard-Herriot. Une quinzaine d'agents de ménage contractuels ont ainsi appris début septembre que leur contrat ne serait pas renouvelé, la plupart d'entre eux étant pourtant là depuis longtemps, certains depuis plus de trois ans.

Après avoir restructuré et supprimé un millier d'emplois en cinq ans dans les cuisines, la stérilisation, les secteurs administratifs, les laboratoires et l'imagerie, la direction s'attaque maintenant aux services de soins, en diminuant le nombre d'agents présents auprès des patients. Là encore, des soignants contractuels sont « remerciés ».

Les agents voient leur vie privée malmenée. Les plannings ne sont plus respectés et, au nom du devoir des fonctionnaires d'assurer la continuité du service, l'encadrement ne se gêne pas pour rappeler à tout moment les salariés en congés ou en repos. Les infirmières viennent au travail une boule

au ventre, les agents de ménage, eux, sont épuisés par la surcharge de travail.

Le personnel tente de réagir devant cette dégradation programmée. Mardi 18 septembre, quelques dizaines d'agents de l'entretien et des services de l'hôpital Édouard-Herriot se sont rassemblés devant l'entrée, pour dire non au licenciement de leurs collègues et aux réductions d'effectifs.

À l'hôpital de la Croix-Rousse, le personnel vit la même dégradation de ses conditions de travail. Ainsi, en Néonatalogie, service hautement spécialisé pour les bébés prématurés, depuis quatre mois l'équipe d'infirmières est en sous-effectif plus de la moitié du temps. Et pourtant deux jeunes infirmières contractuelles, après six semaines de formation, ont été remerciées fin août. Non seulement la direction réduit les effectifs, mais en plus elle a décidé de geler les RTT jusqu'en décembre!

Jeudi 20 septembre, ce sont près de 150 soignants très

en colère – aides-soignants, agents hospitaliers, secrétaires médicales, infirmières, sages-femmes, puéricultrices et deux médecins – qui ont défilé dans les rues de la Croix-Rousse. La manifestation n'est pas passée inaperçue, aux cris de : « *Hospitaliers en colère* », « *Le changement, c'est maintenant* ».

On ne peut que souhaiter que la multiplication de ces mesures finisse par provoquer la colère de tous les hospitaliers et, au-delà, de la population, qui subit elle aussi la dégradation des conditions d'accueil des malades.

Correspondant LO



Au départ de la manifestation à la Croix-Rousse à Lyon.

• PSA – Sochaux

Insécurité criminelle aux Presses

Cinq ans après la mort du P'tit Louis, écrasé sous une presse d'emboutissage à Peugeot Sochaux en 2007, le tribunal de Montbéliard a examiné la plainte pour homicide de la famille, plainte soutenue par la CGT.

Louis Sinelle, surnommé le P'tit Louis, était un familier des ateliers de l'emboutissage, dans lesquels il travaillait depuis des années pour un prestataire, en tant que metteur au point d'outils de presse.

C'est un vendredi, le 21 décembre, trois jours avant de rejoindre sa famille pour les fêtes de fin d'année, qu'il a eu la tête écrasée sous une presse

d'emboutissage qu'un conducteur d'installation venait de remettre en marche. Il intervenait avec un camarade sous l'outil de la presse 817 de l'atelier du Nord Forge pour effectuer une opération de mise au point, après s'être signalé auprès d'un conducteur d'installation de la ligne.

Un autre conducteur d'installation – ils sont trois – qui venait juste de sortir de l'ilot de presse ignorait l'introduction et la présence des deux metteurs aux points. Il remarqua qu'un signal infrarouge de franchissement était allumé. Croyant que cette alarme était due à ses allées et venues, il réactiva les barrages immatériels de sécurité et remit la presse en route.

L'émotion dans l'atelier d'emboutissage fut considérable.

L'inspecteur du travail témoin au tribunal affirma que la cause première de l'accident était due au positionnement du bouton de réarmement du barrage immatériel sur le pupitre de commande, sans visibilité de la zone à risque.

Le rapport d'expertise indépendant déclenché après l'accident fit état de nombreuses anomalies, dont l'absence de visibilité, qui est une infraction à la sécurité. Il est à noter que les lignes de presses voisines disposaient, elles, d'un dispositif où le réarmement du barrage immatériel se faisait avec une visibilité sur la zone à risque.

L'avocat de la famille et celui de la CGT, partie civile, accusent Peugeot et la société sous-traitante de manquement grave à la sécurité. Le procureur va dans la même direction et réclame une amende de 100 000 euros à l'encontre de Peugeot pour infraction à la sécurité et de 15 000 euros pour la société de prestation employeur du P'tit Louis.

Après cinq ans d'attente due à des renvois et un complément d'enquête, la famille doit attendre encore quelques semaines le rendu du jugement. Mais, même s'il sanctionne les manquements à la sécurité de Peugeot, cela ne rendra par la vie à P'tit Louis.

Correspondant LO

• Brittany Ferries

Chantage à l'emploi

La compagnie Brittany Ferries arme huit navires en Manche, entre la Bretagne, la Normandie, l'Angleterre et l'Irlande. Elle emploie 2 500 personnes et était il y a peu qualifiée de réussite économique exemplaire.

Une réussite qui, si elle a sûrement profité à quelques cagnottes privées, doit tout à l'argent public. En effet, lorsque les producteurs de légumes du Finistère Nord eurent l'idée d'exporter artichauts et choux-fleurs vers les Îles britanniques, ils trouverent des pouvoirs publics tout disposés à les aider. Un port en eaux profondes fut creusé pour eux, desservi par une route adéquate, et l'État, le département et la région aidèrent à la naissance de la compagnie de navigation. Lorsque cette dernière décida de se lancer dans le transport de passagers et de camions, les conseils régionaux de Bretagne et de Normandie payèrent les ferries. Et tout allait bien dans le meilleur des mondes possible : investissements publics et profits privés.

Mais voilà qu'en juin dernier le directeur de Brittany Ferries a déclaré la société au bord de la faillite. Que croyez-vous qu'il se passa ? Loin de se tourner vers les propriétaires et les actionnaires, la compagnie s'en prit aux marins, « proposant » un plan d'économies comportant une baisse des salaires de 150 euros en moyenne, alors que les rémunérations sont déjà bloquées depuis 2009, et la suppression de quinze jours de congés.

Les marins ont répondu par plusieurs grèves, allant jusqu'à l'immobilisation complète de la flotte, sans rien obtenir mais sans pour autant accepter de subir. Le 21 septembre, le directeur de la compagnie a alors lock-outé. Les équipages ont été débarqués, les navires cloués au port et les passagers refoulés en attente d'une acceptation du plan par les marins.

Le couteau sous la gorge, il semble que ces derniers aient été contraints de céder et que le trafic ait repris mardi 2 octobre après-midi. Le ministre de la Mer, en saluant cet « accord », a montré que, s'il est d'un bord, ce n'est pas celui des travailleurs.

Paul GALOIS

• « Redressement productif »

Un cabinet ministériel... très patronal

Alors qu'Air France prévoit de supprimer plus de 5 000 emplois, le syndicat SUD Aérien avait demandé, fin septembre, à ce que le ministre du Redressement productif le reçoive. Montebourg étant sans doute trop occupé, un membre de son cabinet a rencontré la délégation syndicale.

D'emblée, il s'est présenté comme l'ancien PDG de la société L'Avion. Peu connue, mais assez prospère pour que British Airways décide de l'acheter, cette société proposait des vols transatlantiques à une clientèle haut de gamme. Ainsi, ses clients n'avaient plus à côtoyer de passagers des classes Économie et même Affaires, comme sur un vol classique, car L'Avion leur offrait – au tarif fort – de voyager dans un appareil ne comportant que des fauteuils de Première!

L'ex-PDG et co-fondateur d'une pareille entreprise a donc toutes les qualités pour discuter d'un plan massif de suppressions d'emplois... du point de vue patronal. D'autant que, selon la revue *L'Usine nouvelle*, il a été « aussi membre du *directoire de la compagnie financière Saint-Honoré* » et a « effectué une carrière orientée vers l'investissement dans des entreprises cotées ou non cotées, en France, aux USA et en Asie ».

Et il ne s'agit pas d'une exception. La revue citée en témoigne, qui détaille la carrière des « sept experts » et « neuf autres conseillers » du cabinet de Montebourg.

Outre cet ex-PDG, on y trouve notamment :

- un ex-haut cadre marketing de Saint-Gobain,
- un ex-conseiller du président d'EADS,
- une ex-secrétaire générale du Comité interministériel des restructurations industrielles, autrement dit des licenciements, sous la droite,
- un ex-consultant de la Banque de France,
- un ex-manager de PSA,
- une ex-directrice de la stratégie chez Saint-Gobain
- un ex-membre du conseil d'administration de la Société de valorisation foncière et immobilière, qui a aussi été chargé d'affaires à l'Agence des participations de l'État dans les entreprises privées,
- un ex-haut fonctionnaire du Budget (sous la droite),
- un ex-haut cadre de Thales et de la BNP Paribas...

Finance, haute administration, monde des affaires et de l'industrie, grands groupes... Le ministre du Redressement dit productif est décidément bien entouré de gens formés à servir la bourgeoisie, quand ils n'en font pas partie. La chose n'a, à vrai dire, rien de bien original, même si les politiciens de gauche n'en font habituellement pas la publicité auprès de leurs électeurs. Le temps d'un scrutin, ils leur font croire que le « changement, c'est maintenant », afin que, une fois passée l'élection, rien de fondamental ne change.

Car, que la droite ou que la gauche soit aux commandes, ceux qui se retrouvent au gouvernement et dans l'ombre des cabinets ministériels n'ont qu'un souci : servir au mieux les possédants et leurs intérêts.

Pierre LAFFITTE

• Vatican

Le majordome lève le voile

Le procès de l'ancien majordome du pape s'est ouvert à Rome, derrière les murs du Vatican. Il est accusé d'avoir volé des documents secrets à son patron et d'en avoir transmis les photocopies à la presse. D'où une série de révélations sur les luttes féroces entre les clans qui divisent les cardinaux en prévision de la succession du pape actuel, la corruption qui règne dans l'administration

papale, l'obscurité qui entoure ses opérations financières, ses liens étroits avec les milieux politiques, etc. Autrement dit, la réalité dépasse la fiction.

Pour se défendre, l'accusé a expliqué qu'il voulait « remettre l'Église sur les rails » par la dénonciation du « mal et de la corruption » au sein du Vatican. Et pourquoi pas croire au bon Dieu, pendant qu'il y est ?

J.-J. L.

• Chine

Chez un sous-traitant d'Apple Révolte contre l'exploitation

Dimanche 23 septembre, l'usine Foxconn de Taiyuan, au nord de la Chine, a été le théâtre d'une émeute qui a mobilisé deux mille ouvriers en colère et s'est terminée vers 3 heures du matin après l'intervention de 5 000 policiers. Il y aurait eu une quarantaine de blessés.



À l'origine de cette affaire, un vigile de l'usine aurait frappé un travailleur, ce qui aurait déclenché la réaction de ses camarades de dortoir. La direction de Foxconn a minimisé les faits et évoqué une simple « rixe entre employés ».

Le groupe taïwanais Foxconn, premier fabricant mondial de composants électroniques, travaille notamment pour Apple, Nokia et Sony. Ce groupe, qui en Chine réalise le plus gros chiffre d'affaires à l'exportation, emploie plus d'un million de salariés, dont la moitié sont concentrés sur son site principal de Shenzhen près de Hong Kong, et 79 000 dans l'usine de Taiyuan.

Cette usine est d'autant plus chère à la société Apple qu'elle fabrique les boîtiers de l'iPhone 5. Mais, derrière ce bijou électronique, se cachent des conditions de travail intensives et des salaires très bas. Un journaliste chinois y a constaté l'état déplorable des locaux, pleins de débris et à l'odeur difficilement supportable. « Quand j'ai ouvert une penderie, une foule de cafards en est sortie et les draps remis aux nouveaux étaient maculés de saleté et de cendres. »

Les travailleurs sont tenus de signer une clause de confidentialité qui dit aussi qu'ils

doivent accepter « tous les dangers », y compris la « pollution toxique ». Foxconn dispose de treize procédures de récompense, mais aussi de soixante-dix types de punition. Consigne n°1 : « obéir ». Comme l'expliquait un membre de l'encadrement, « vous pouvez vous sentir mal à l'aise face à la façon dont vous êtes traités, mais c'est pour votre propre bien »... Un universitaire chinois qui a étudié le groupe Foxconn a trouvé une autre qualification : pour lui, ces usines sont des « camps de travail ».

Les ouvriers les appellent des « usines du suicide » parce qu'il y a eu une vague de suicides en 2010. Quatorze travailleurs sont morts en se défenestrant de leur dortoir. Depuis, l'entreprise fait signer un papier aux nouveaux embauchés pour que les familles ne réclament pas d'indemnisation en cas de suicide, mais cela n'y a pas mis fin. En janvier dernier, dans l'usine de Wuhan, 150 travailleurs sont montés sur le toit et ont menacé de se suicider ensemble pour exiger un changement des conditions de travail.

Dans l'usine de Taiyuan, chaque jour, six cents travailleurs ne reviennent pas au travail, pour rechercher un emploi moins éprouvant. Pour un

ancien ouvrier, « ce n'est qu'un vaste sweatshop [une usine de surexploitation] où l'ouvrier est considéré comme un élément interchangeable qui n'a pas droit à la parole. Les syndicats officiels censés défendre nos intérêts sont bidon... Vigiles et contre-maîtres nous insultent à longueur de journée et les libertés individuelles sont bafouées ». Pas étonnant qu'en mars dernier il y ait eu une manifestation géante de travailleurs dénonçant les conditions de travail et les mensonges de la direction, qui avait promis une augmentation de salaire... sans la donner.

Selon China Labour Bulletin, publication d'information sur la situation des ouvriers chinois, chez Foxconn « la violence reste parfois le seul moyen de s'exprimer et des peccadilles peuvent très vite dégénérer ». Il y a d'ailleurs eu d'autres émeutes chez Foxconn : en juin sur le site de Chengdu, et à Shenzhen, après qu'un ouvrier a été retrouvé mort dans un dortoir.

Les dirigeants chinois ont ouvert toutes grandes les vannes au capitalisme le plus sauvage. Mais avec le capitalisme apparaît son fossoyeur, la classe ouvrière qui, aussi maltraitée soit-elle, est en train de découvrir la force de l'action collective.

Jacques FONTENOY